

# PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION

EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ

OPERATION DE COORDINATION SPS NIVEAU 2

**PGC**

## Construction d'un groupe scolaire & Restaurant scolaire et d'une cuisine centrale



### Modifications et évolutions

Date	Indice	Modifications apportées
15/03/2022	B	INSERTION PLANNING



## Sommaire

<b>Préambule.....</b>	<b>4</b>
<b>Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier et notamment ceux complétant la déclaration préalable.....</b>	<b>5</b>
Présentation du projet .....	5
Intervenants concernés par l'opération .....	16
<b>Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS.....</b>	<b>19</b>
Description de l'environnement et des servitudes.....	29
Présence des matériaux ou matériels à risques particuliers.....	30
Accès au chantier .....	36
Utilisation de moyens communs pendant toute la durée du chantier .....	37
Voirie et réseaux divers préalables aux travaux .....	38
Autorisations administratives et démarches diverses .....	47
<b>Mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et les sujétions qui en découlent .....</b>	<b>48</b>
Voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales et verticales.....	48
Conditions de manutention des matériaux et matériels, utilisation des engins de levage .....	49
Approvisionnements, délimitation et aménagement des zones de stockage et d'entreposage des matériaux.....	52
Conditions de stockage, d'élimination, d'évacuation des déchets et décombres .....	53
Conditions d'enlèvement des matériaux dangereux .....	53
Protections collectives .....	53
Travail en hauteur .....	55
Installation électrique de chantier .....	56
Mesures prises en matière d'interactions sur le site .....	63
<b>Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier .....</b>	<b>64</b>
Respect des contraintes du site .....	64
Site en exploitation .....	64
Exploitations et chantiers limitrophes ouverts ou prévus .....	64
<b>Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant .....</b>	<b>65</b>
Nettoyage du chantier .....	65
<b>Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière.....</b>	<b>66</b>
Organisation des secours.....	66
Sauveteurs secouristes du travail (SST) .....	66
Dispositions en cas de travail isolé .....	66



Risque incendie .....	67
<b>Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs, ou travailleurs indépendants .....</b>	<b>68</b>
Entreprises désignées par le maître d'ouvrage.....	68
Visite d'inspection commune.....	69
Etablissement d'un PPSPS .....	69
Diffusion des PPSPS.....	70
Observations du coordonnateur SPS.....	70
Harmonisation des PPSPS et leur mise à jour.....	70
Mise à jour du PGC .....	71
Sous-traitant .....	71
Travailleurs Indépendants .....	71
Travail dissimulé.....	72
Prêt de main d'oeuvre .....	72
Recensement des accidents du travail .....	72
<b>Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT).....</b>	<b>73</b>



## Préambule

« Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGC) est un document qui définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de **l'interférence des activités** des différents intervenants sur le chantier, ou la **succession de leurs activités** lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises »

Le PGC est établi par le coordonnateur SPS de l'opération désigné par le maître d'ouvrage, il constitue une pièce du DCE et est d'application à toutes les entreprises y compris sous-traitants et travailleurs indépendants. Il permet aux entreprises d'avoir connaissance de l'ensemble des mesures pour résoudre les problèmes liés aux interférences des activités qui concernent le chantier.

A partir du PGC, et après avoir réalisé préalablement une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS, les entreprises établissent leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS).

Le PGC est complété et adapté en fonction de l'évolution de l'opération, de la durée effective des travaux, des contraintes successives liées à l'environnement du chantier et au déroulement d'opérations mitoyennes. Toute modification apportée à ce document sera portée à la connaissance des entreprises.

Un exemplaire du PGC à jour est tenu sur le chantier à disposition :

- des médecins du travail ;
- des membres des CHSCT, ou à défaut des délégués du personnel des entreprises qui interviennent sur le chantier ;
- des membres du CISSCT (opérations de 1<sup>ère</sup> catégorie) ;
- de l'Inspection du Travail, de la CARSAT/CRAM et de l'OPPBTP.

Le PGC est conservé par le maître d'ouvrage pendant une durée de 5 années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

## Le csps n'a pas été associé à la phase conception

### Moyens et autorité du coordonnateur SPS donnés par le maître d'ouvrage

Afin que soient mises en œuvre les mesures utiles à la prévention des risques, le maître d'ouvrage autorise le coordonnateur SPS à communiquer directement au maître d'œuvre et à tout autre intervenant sur le chantier ses observations ou notifications.

Dans ses interventions le coordonnateur SPS ne se substitue pas aux entreprises en ce qui concerne l'exécution des mesures de sécurité qui leur incombent.

Lorsque dans le cadre de sa mission, le coordonnateur SPS détecte un danger grave et imminent menaçant directement la sécurité des travailleurs, il est autorisé à demander aux intervenants de prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger et notamment d'arrêter tout ou partie du chantier. La notification des demandes est consignée sur le registre journal de la coordination SPS. Les reprises du chantier, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS et du maître d'œuvre, sont également consignées dans le registre journal de la coordination SPS.

Les entreprises (titulaires et sous-traitantes) n'ayant pas effectué une visite d'inspection commune et n'ayant pas remis leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS), ne seront pas autorisées à intervenir sur le chantier. Suivant les cas, le coordonnateur SPS avisera, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage afin qu'ils prennent les dispositions nécessaires.

« L'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des dispositions du présent code, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil » (article L. 4532-6 du code du travail)



## Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier et notamment ceux complétant la déclaration préalable

### PRESENTATION DU PROJET

#### Description succincte du projet

*Le projet consiste à réaliser un groupe scolaire (4 classes élémentaire & 6 classes maternelles) ainsi qu'une cuisine centrale.*

*Le contexte urbain et la géométrie du site, nous ont conduit à proposer un groupe scolaire sur deux niveaux. Le RDC sera dédié à l'école maternelle,*

*Tandis que le R+1 accueillera l'école élémentaire ainsi que sa cour. Le bâtiment épousera les limites de propriété Nord, Est et Sud afin de libérer un espace central en lien avec le parc.*

#### LOCALISATION DU PROJET

Le projet se situe en cœur de ville, entre des habitations individuelles et des équipements publics sur un ténement d'une superficie de 2 965m<sup>2</sup>.

Le site est composé des parcelles ad 249, 339, 683, 165, 292, 392, 393, 529 ainsi que des parcelles à prendre sur le domaine public. Il est bordé par la **rue Emile Romanet** au Nord et à l'Ouest par le parc public et l'impasse du Jumelage.

PC 6 - Insertion paysagère



PC 7 - Photo environnement proche



PC 8 - Photo environnement lointain







### Démolition :

Le terrain est occupé par 3 bâtiments qui seront désamiantés et démolis.

**Un diagnostic AMIANTE /PLOMB avant travaux réalisé avant le démarrage de la démolition.**





## LOCALISATION DU PROJET



## CARACTERISTIQUES PARTICULIERES DU PROJET

Le chantier se situe a proximité de commerce de la mairie de la commune et de divers entreprises en activités d'une ECOLE la zone de travaux et à ce jour est occupée par une construction à démolir .

### Démolition :

*Le terrain est occupé par 3 bâtiments qui seront désamiantés et démolis.*

**Un diagnostic AMIANTE /PLOMB avant travaux devra être réalisé avant le démarrage de la démolition.**







### Recommandation du csps accès chantier

Mise en place de barrières de type HERAS pour la protection des interventions, des zones de stockages et de la base vie.

Mise en place du cheminement

Prévoir un moyen d'accès en toiture pour les opérations ultérieures

Prévoir une zone de retournement pour les gros véhicules

Mise en place d'un sens de circulation (voir service voirie de la commune)

Mis en place de la base vie (qui devra rester en place jusqu' au départ de la dernière entreprise)

Mise en place de platelage + éclairage+ prise dans les combles techniques



Mise en place d'une trappe avec échelle escamotable pour accéder aux combles

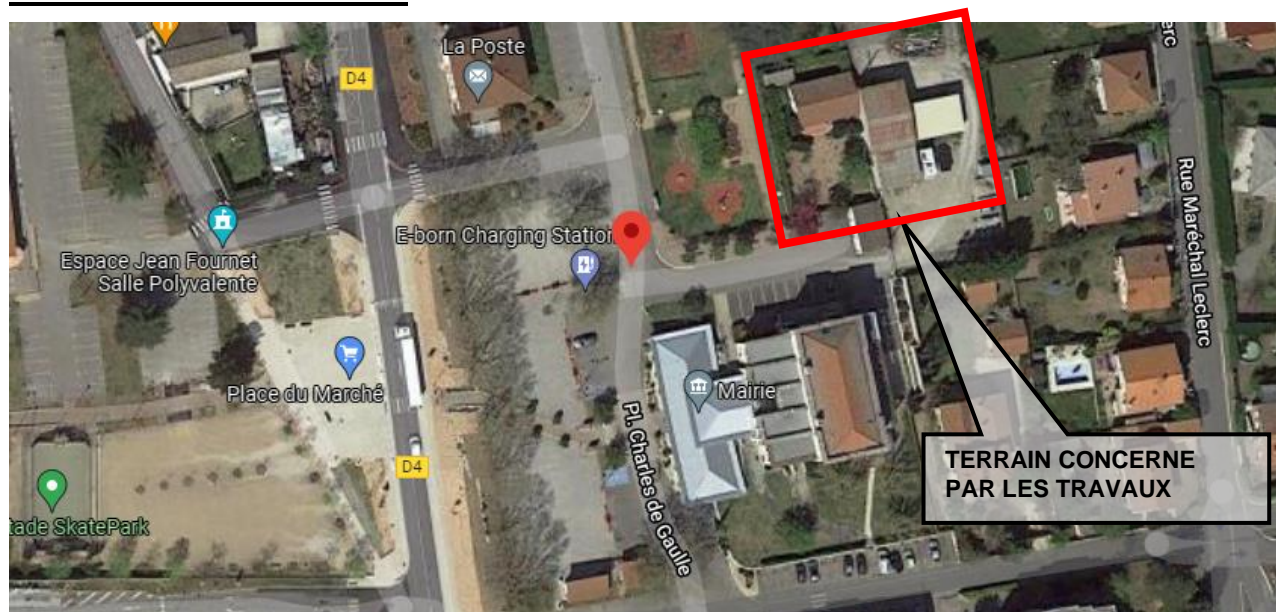
ou échelle et barre d'accroche



Mise en place de crochet d ardoisier sur les toitures a fortes pentes

## Situation géographique

### LOCALISATION DU PROJET







## CONTRAINTES DU SITE

Site intramuros de la commune ce qui implique

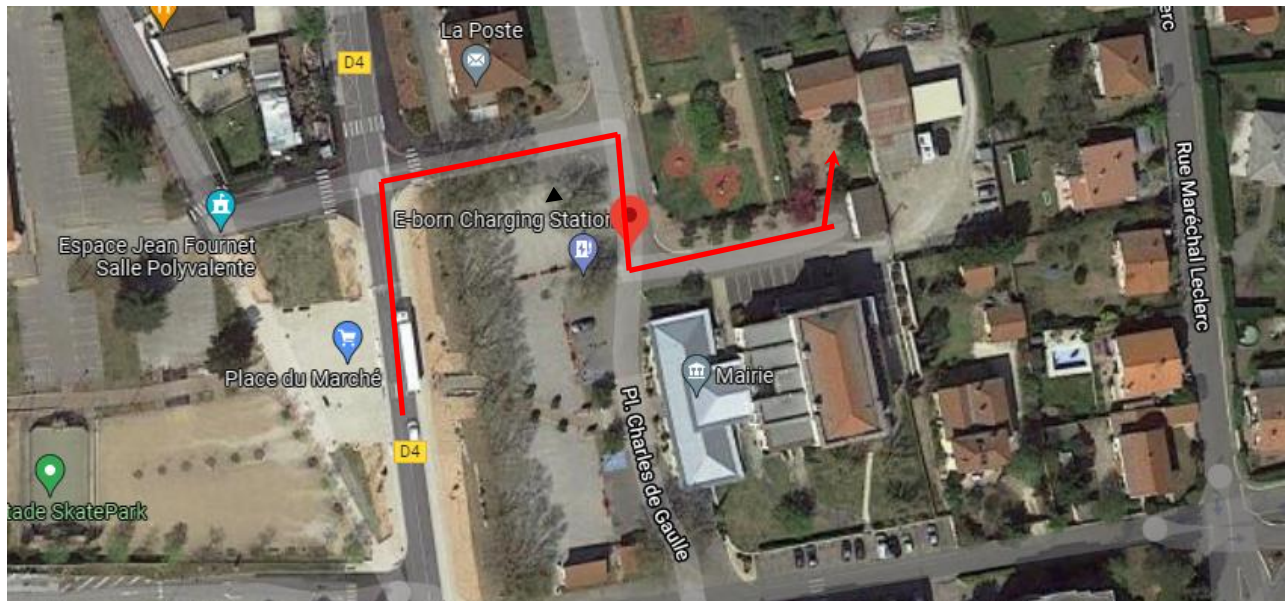
- Une présence importante de personnes et de personnels (mairie, poste école, commerce etc..)
- Une circulation de véhicules importante lors de la sortie et de l'entrée sur le chantier

Ce qui implique pour les futurs travaux une présence de nombreux piétons, et une importante circulation de véhicules au niveau de l'accès du chantier et à sa périphérie

(Risque important de heurt de véhicules du chantier avec des piétons)

La voie d'accès principal du chantier la **rue Emile Romanet** et une rue a fort trafic (la sortie du chantier pourra générer un risque d'accident de la circulation)

Mettre en place en amont et aval une signalisation routière (l'entreprise de terrassement devra se rapprocher des services de voirie concernés)



Sens de circulation →





## QUELS SONT LES RISQUES GENERES PAR LE PRINCIPE CONSTRUCTIF RETENU PAR LA MAITRISE D'ŒUVRE ET/OU LE MAITRE D'OUVRAGE ?

S'il existe des risques, lesquels ?

Risque de chute de hauteur

■ **mettre en œuvre les principes généraux de prévention :**  
éviter le risque de chute, privilégier les protections collectives  
intégrées (acrotères) ou rapportées (garde-corps définitifs). Les  
systèmes de protection individuelle ne seront mis en place qu'en  
cas d'impossibilité technique dûment justifiée.

Risque de chute de hauteur et de plein pied

Problème de sécurité au niveau des accès proximité des zones de stationnement des entreprises présentes  
à proximités

Séparer les flux personnels et usager du flux chantier (**cheminement à créer**)

Horaires de livraison

**Présence de nombreux sites en activités dans l'environnement proche du chantier**

- risque de chute du /des matériels lever, risque de gêne voire d'arrêt au niveau de la circulation  
lié au moyen de levage choisi lors des déchargements

**Intervention sur les réseaux**

Une demande des plans des réseaux fluide et les cheminements des câbles et conduits sera  
demandé aux services techniques (DICT)



## ○ GUIDE DE PRÉCONISATIONS DE SÉCURITÉ SANITAIRE POUR LA CONTINUITÉ DES ACTIVITÉS DE LA CONSTRUCTION EN PÉRIODE D'ÉPIDÉMIE DE CORONAVIRUS SARS-COV-2

Version à jour du 2 mars 2022, intégrant les recommandations du Haut Conseil de Santé Publique et du Protocole national pour assurer la santé et la sécurité des salariés en entreprise face à l'épidémie de Covid-19, publié par le ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion applicable au 28 février 2022. Le présent guide est le document de référence pour les entreprises du Bâtiment et des Travaux Publics.

En cette période d'épidémie du coronavirus SARS-CoV-2, responsable d'une maladie nommée Covid-19, la priorité des entreprises du Bâtiment et des Travaux Publics est d'adopter des mesures de prévention protégeant la santé de leurs collaborateurs, conformément aux responsabilités des employeurs, et de les inciter à veiller sur leur santé, leur sécurité et celle de leur entourage.

○ Alors que le pays est confronté à un risque épidémique qui reste élevé, le secteur du Bâtiment et des Travaux Publics figure parmi les secteurs essentiels pour l'économie dont les activités doivent être maintenues. Ce maintien d'activité est rendu possible grâce à l'application des préconisations de ce guide qui ont fait la preuve de leur efficacité depuis le début de l'épidémie.

Ce document liste les mesures spécifiques à mettre en œuvre pour assurer les conditions sanitaires nécessaires aux personnels du Bâtiment et des Travaux Publics appelés à travailler en bureaux, ateliers, dépôts ou chantiers et autres lieux. Dans le contexte de cette crise sanitaire d'ampleur exceptionnelle, la mise en œuvre de ces mesures est une condition incontournable des activités du Bâtiment et des Travaux Publics. **Il appartient à chaque entreprise d'évaluer sa capacité à s'y conformer et de prendre les dispositions nécessaires.**

○ Le SARS-CoV-2 fait partie de la famille des Coronavirus qui forment une grande famille de virus responsables généralement de rhumes et de syndromes grippaux bénins. Ils peuvent néanmoins présenter des formes graves en particulier chez des personnes fragiles (personnes âgées ou atteintes de maladies chroniques, nourrissons, femmes enceintes...).

La transmission du virus s'effectue par projection de gouttelettes, par aérosols et par contact physique principalement par les mains via des objets contaminés, ce qui en fait une maladie

très contagieuse (même lieu de vie, contact direct à moins d'un mètre lors d'une toux, d'un éternuement en l'absence de mesures de protection...). À l'heure actuelle, il n'existe pas de traitement spécifique.

**Seuls la vaccination et le respect des mesures préventives permettent de limiter les risques d'infection. Prévenir la contagion dans les activités du Bâtiment et des Travaux Publics exige d'appliquer strictement les mesures barrières dans les activités de chantier/atelier et annexes (bureaux, fournisseurs...).**



**En période d'épidémie, les entreprises du Bâtiment et des Travaux Publics doivent respecter strictement les préconisations de ce guide, et à défaut de pouvoir le faire, stopper leur activité sur les travaux concernés.**

○ Ce guide est conforme aux recommandations des ministères du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion, des Solidarités et de la Santé, de la Transition écologique, et du Logement.

**MERCI DE VOUS REPORTEZ AU DOCUMENT**





## Description synthétique de l'environnement

Il y a assez de place pour faire une installation de chantier à l'intérieur de l'emprise de la zone de chantier.

Pendant la phase de travaux l'installation de chantier sera installée dans la zone définie par le lot principal (fournir PIC définitif au cps pour validation).

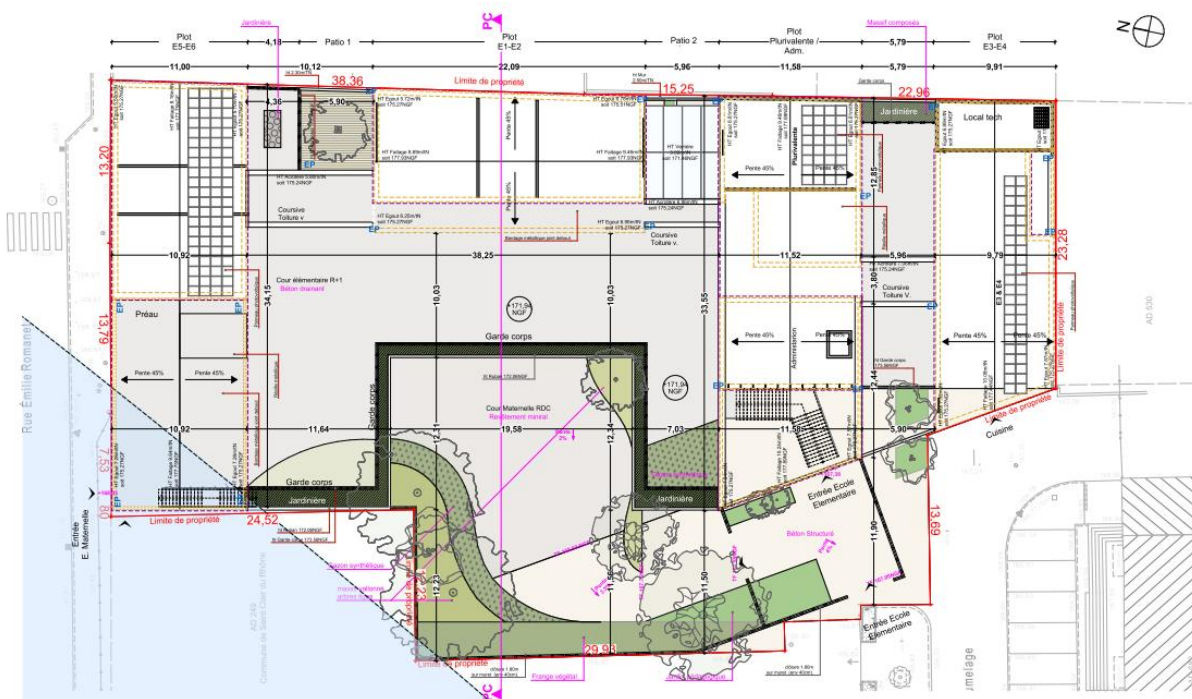
Cependant nous vous **RAPPELONS QUE NOUS INTERVENONS A PROXIMITE DE SITES EN ACTIVITES (école)** ce qui pourraient générer des risques au niveaux de la circulation et des accès au chantier (présence des personnels des entreprises)

Le CSPA rappelle que la priorité sera toujours donnée AU CODE DE LA ROUTE à la sortie du site.

L'accès par **la rue de L'EGALITE**

Étant une voie circulée. Le lot PRINCIPAL. Devra se rapprocher des services techniques de la **commune de PEAUGRE pour l'obtention de toutes les autorisations nécessaires.**

## PLAN MASSE



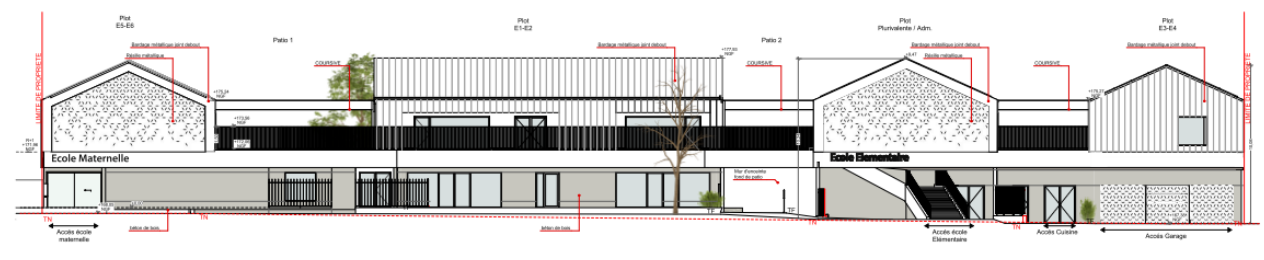
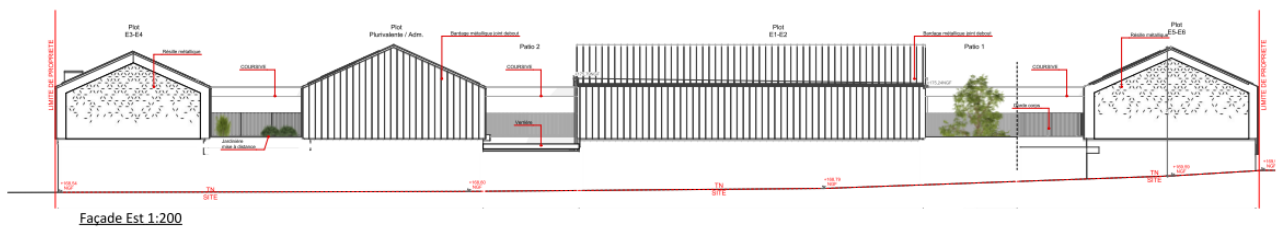


## Façades

### PLANS DES TOITURES



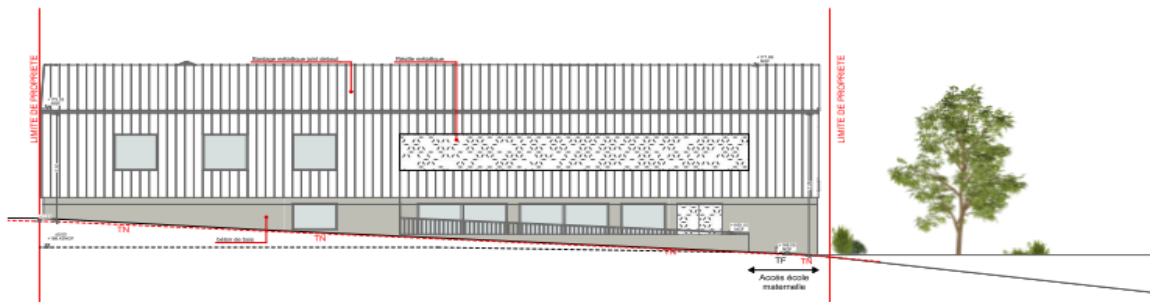
### PLANS DE FAÇADES



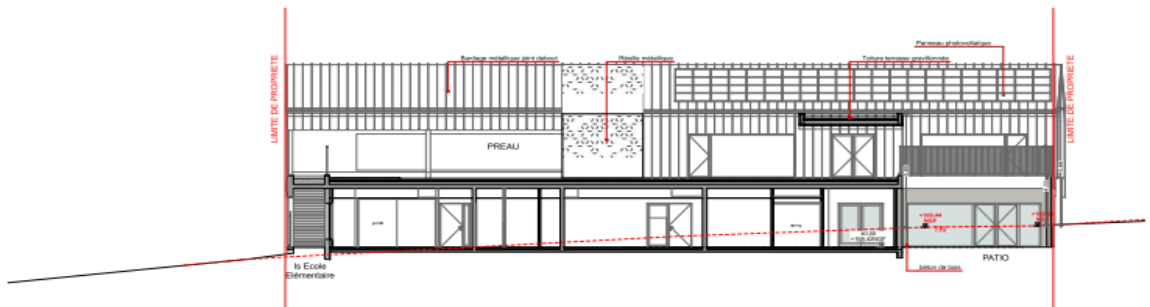
# construction d'un groupe scolaire, d'un restaurant scolaire et d'une cuisine centrale



Commune de Saint Clair du Rhône



Façade Nord 1:200



Façade Sud 1:200



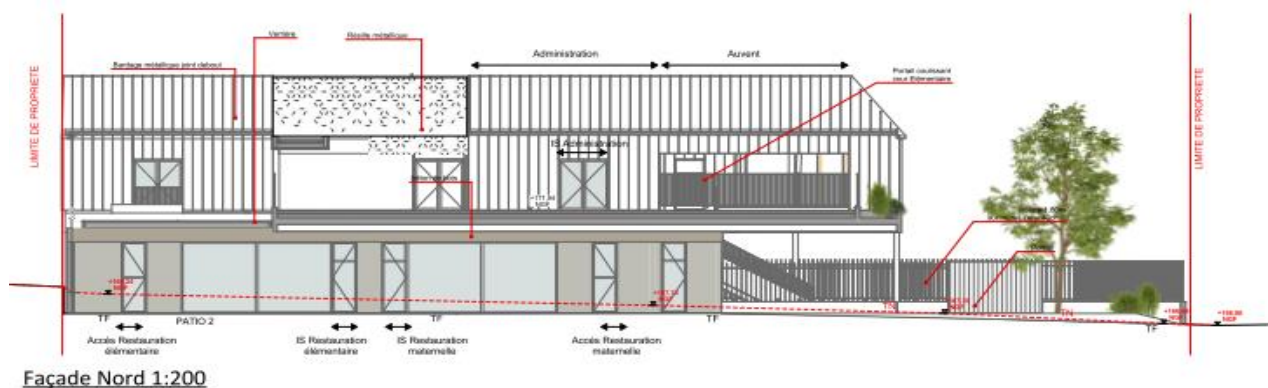
## Commune de Saint Clair du Rhône

Façade Sud 1:200

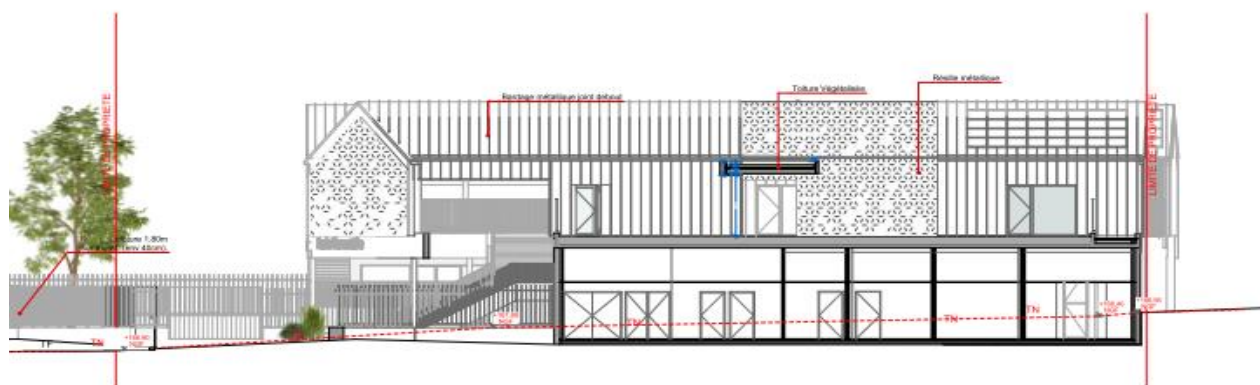
## construction d'un groupe scolaire, d'un restaurant scolaire et d'une cuisine centrale



Commune de Saint Clair du Rhône



Façade Nord 1:200




Façade Sud 1:200

## Phasage des travaux et calendrier prévisionnel

DELAI D'EXECUTION : 18 MOIS Y COMPRIS UN MOIS DE PREPARATION

### CUISINE CENTRALE - GROUPE SCOLAIRE - RESTAURANT SCOLAIRE - SAINT CLAIR DU RHONE

#### PROPOSITION DE CALENDRIER PREVISIONNEL

14-mars-22		2021												2022																															
		Décembre					Janvier				Février			Mars		Avril			Mai		Juin			Juillet			Août			Septembre															
		48	49	50	51	52	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39
<b>Etudes</b>																																													
Préparation dossier PC	2 semaines																																												
Instruction PC	5 mois																																												
Recours sur PC (Tiers + Préfet)	2 + 1 mois																																												
Etudes PRO	10 semaines																																												
Analyse PRO	2 semaines																																												
Mise au point DCE	2 semaines																																												
Validation DCE	1 semaine																																												
Consultation marchés de travaux	4 semaines																																												
Analyse des offres - Négociations																																													
CAO																																													
Mise au point des marchés - Notifications - OS																																													
<b>Travaux</b>																																													
Démolition	2 mois																																												
Construction	18 mois																																												
OPR	3 semaines																																												
Réception	fév-24																																												



## INTERVENANTS CONCERNES PAR L'OPERATION

Intervenants	Représentant	Téléphone Fax Email
--------------	--------------	---------------------------

### Maître d'ouvrage

	<b>Françoise VALVERDE</b> Directrice Générale des Services	<a href="mailto:dgs@mairie-stclairdurhone.com">dgs@mairie-stclairdurhone.com</a> 04 74 56 43 15 – 06 08 89 07 47
---	---	---

### Maître d'œuvre

 <b>EAD SELARL</b> 232 RN7 38150 SALAISE SUR SANNE	<b>Sylvain MAGNAN</b> Architecte DPLG	Tél. : port: 06.16.58.31.55 tel: 04.74.86.04.88  <a href="mailto:s.magnan@ead-architectes.fr">s.magnan@ead-architectes.fr</a>
--	--	--

Assistant à Maîtrise d'ouvrage



amoland

20 route des Croiselières – 38200 Serpaize

Représentée par Gilles TESSIER  
Tél : 09 66 81 68 45 / 06 37  
Cgilles.tessier@amoland.fr

### Coordonnateur SPS

<b>ATEC BVF</b> LE ROSSINI Avenue de la gare 07100 ANNONAY	Titulaire : C : PHILIPPE PUGEAT R : PHILIPPE PUGEAT	p.pugeat@atec-bvf.fr
---	---	----------------------

## Organismes institutionnels de la prévention

<b>C.R.A.M.</b> 26 rue d'Aubigny 69436 LYON CEDEX 03	Téléphone : 04 72 35 88 88 Télécopie : 04 72 35 83 33
<b>O.P.P. B.T.P.</b> 2 place Gailleton 69002 LYON	Téléphone : 04 78 37 36 02 Télécopie : 04 78 37 69 23
<b>INSPECTION DU TRAVAIL</b> 4 cours du Palais 07000 PRIVAS	Téléphone : 04 75 65 57 02





**Coordonnées des services publics intéressant la sécurité et la protection de la santé**



**Liste des lots désignées par le maître d'ouvrage**

**- Les travaux sont répartis en 16 lots :**

**LISTE DES LOTS :**

Lot N°01 DESAMANTAGE – DEMOLITIONS

Lot N°02 TERRASSEMENTS – VRD

Lot N°03 GROS ŒUVRE

Lot N°04 OSSATURE BOIS

Lot N°05 ETANCHEITE

Lot N°06 COUVERTURE – BARDAGES

Lot N°07 SERRURERIE – METALLERIE

Lot N°08 MENUISERIES EXTERIEURES

Lot N°09 PLATRERIE - PEINTURE - FAUX PLAFONDS

Lot N°10 MENUISERIES INTERIEURES BOIS

Lot N°11 REVETEMENTS DE SOLS – FAIENCE

Lot N°12 EQUIPEMENTS DE CUISINE - CHAMBRES FROIDES

Lot N°13 CHAUFFAGE - VENTILATION – PLOMBERIE

Lot N°14 ELECTRICITE - COURANTS FORTS - COURANTS FAIBLES

Lot N°15 ASCENSEUR

Lot N°16 FACADES



## Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS

### REPARTITION DES TACHES & DES DEPENSES COMMUNES

N°	Titre	Tâches	Lot Terrassements	Lot GO	Lot Elec	Lot Plomberie	Toutes entreprises	Compte Prorata
<b>1</b>	<b>AUTORATIONS DIVERSES &amp; CONSTAT D'HUISSIER</b>							
		Demandes de voiries	X	X				
		DICT	X	X				
		Constat d'huissier des voiries environnantes.		X				
		Constat d'huissier des constructions environnantes.		X				
		Constat d'huissier du bâtiment lui-même.	Sans objet.					
		Taxes et frais de voiries		X				
<b>2</b>	<b>PANNEAU DE CHANTIER</b>							
		Affichage du panneau de permis de construire et entretien de celui-ci pendant la durée du chantier.		X				
		Affichage du panneau de chantier avec liste des entreprises.		X				
		Entretien du panneau sur la durée du chantier.						X
		Affichage sous traitants déclarés en cours de chantier.					X	
<b>3</b>	<b>VOIES DE CHANTIER</b>							
		Création des voies d'accès de chantier	X	X				
		Entretien de l'accès chantier et des voies d'accès.	X					
		Entretien et nettoyage des voies publiques.	X	X				
		Signalisation de chantier provisoire sur voies publiques.	X	X				
<b>4</b>	<b>CLOTURES DE CHANTIER</b>							
		Mise en place de barrière HERAS pour la phase de terrassement		X				
		Mise en place de barrière HERAS pour la phase de G.O.		X				
		Mise en place de barrières occultantes scellées	Sans objet.					
		Maintenance et entretien de cette clôture.		X				
		Mise en place de portail d'accès avec cadenas.		X				
		Maintien des clôtures pendant la durée du chantier.		X				
<b>5</b>	<b>BASE VIE</b>							
		Bungalow réunion de chantier 15m².		X				
		Sanitaires de chantier.	Sans objet.					
		Refectoire de chantier.		X				
		Vestiaires de chantier.		X				
		Frais d'entretien de la base vie.						X
		Alimentation électrique depuis le point de livraison ENEDIS jusqu'à la base vie		X				
		Alimentation d'eau depuis le regard de comptage jusqu'à la base vie		X				
		Reccordement EU des bungalows.		X				
		Consommations d'eau et d'électricité						X
		Fourniture de 5 casques de chantier.		X				
		Affichage des plans (à jour) dans la cabanne de chantier.						X
		Location de la base vie pour toute la durée du chantier		X				
		Déplacement suivant besoin en cours de chantier		X				

1



N°	Titre	Tâches	Lot Terrassements	Lot GO	Lot Elec	Lot Plomberie	Toutes entreprises	Compte Prorata
6	GRUE(S)	Réalisation et réception de la plate forme.		X				
		Montage, démontage, location de la grue pendant la durée du GO + 2 mois		X				
		Vérification et contrôle		X				
		Armoire électrique de la grue, y compris alimentation depuis le point de livraison ENEDIS.		X				
		Consommations électriques						X
		Gestion des convention de mise à disposition.		X				
7	ALIMENTATIONS ELECTRIQUES	Démarches administratives auprès des concessionnaires.		X				
		Fourniture du coffret de chantier au point de livraison ENEDIS.		X				
		Alimentation électrique des bungalows depuis l'armoire elec du lot GO		X				
		Répartition et alimentation des coffrets de chantier.			X			
		Répartition de coffrets de prises dans les étages du chantier.			X			
		Eclairage des cages d'escalier et de circulations verticales.			X			
		Eclairage des sous sol.	Sans objet.					
		Consommations électriques diverses.						X
8	ALIMENTATION D'EAU	Démarches administratives auprès des concessionnaires.		X				
		Raccordement (Hors gel) en eau des bungalows		X				
		Répartition et alimentation des points d'eau sur le chantier.				X		
		Consommations d'eau diverses.						X
		Fourniture (hors gel) du compteur d'eau avec un regard sur l'emprise du chantier et raccordement sur point de livraison de la société fermière		X				
9	GARDIENNAGE	Gestion avec un prestataire externe.	Sans objet.					
		Ouverture et fermeture du site matin / soir.		X				
		Vidéosurveillance, alarme, etc..	Sans objet.					
10	SECURITE DE CHANTIER	Mise en sécurité des rives de dalle, trémies, baies, etc...		X				
		Mise en sécurité des rives de couvertures	Lot Charpente					
		Mise en place de tours d'escaliers.						X
		Mise en sécurité des postes de travail.					X	
		Mise en place de panneaux de signalisation de chantier.	X	X				
		Echafaudage mis à disposition du charpentier, serrurier et du menuisier.	Lot Couverture Bardage					
		Echafaudage périphérique de protection du bas de pente toiture mis en place en début de chantier	Lot Couverture Bardage					
11	NETTOYAGE DE CHANTIERS	Nettoyage des postes de travaux.					X	
		Nettoyage des gravats identifiés ou non identifiés sur ordre du MOE.						X
		Nettoyage du chantier (avant réception).	Lot Platerie					
		Nettoyage final du chantier (avant livraison).	Lot Platerie					
		Mise en place d'une ou des portes d'entrée(s) provisoire(s) + cylindre(s) + clés						X
12	GESTION DES DECHETS	Gestion des bennes et de l'aire déchets.		X				
		Frais de d'enlèvement et de traitement des déchets.						X



construction d'un groupe scolaire, d'un restaurant scolaire et d'une cuisine centrale



Commune de Saint Clair du Rhône

N°	Titre	Tâches	Lot Terrassements	Lot GO	Lot Elec	Lot Plomberie	Toutes entreprises	Compte Prorata
13	COMPTE PRORATA							
		Gestion du compte prorata.		X				
		Lots exclus du compte prorata.	Sans objet.					
14	AIRE DE STOKAGE DES MATERIAUX							
		Données surfaciques nécessaire					X	
		Aménagement et réalisation de l'aire de stockage.		X				
		Entretien et maintien pendant la durée du chantier.		X				
15	DIVERS							
		Implantation des terrassements	X					
		Implantation du bâtiment		X				
		Tracé et maintien du trait de niveau.		X				
		Evacuation provisoire des eaux pluviales.	Lot Couverture + Etanchéité					
		Jeu de clés de chantier à mettre à disposition de toutes les entreprises, de la maîtrise d'œuvre, du maître d'ouvrage, etc...	Lot menuiseries intérieures					



## Mesures de coordination (R4532-44-3°)

### Mesures relatives aux risques environnementaux (R4532-44-4°)

Risques potentiels	Mesures de prévention à prévoir Sujétions du coordonnateur SPS à respecter par les entreprises	Entreprise mettant en œuvre la mesure	Entreprise bénéficiant de la mesure
Risques liés au terrain :		<b>Lot 002</b>	<b>TCE</b>
	Création de plateformes horizontales / Escaliers dans talus / Limitation % de pente des pistes de circulation / Merlon en rive de piste	<b>Lot 02</b>	<b>TCE</b>
Risques liés au sous-sol du terrain : - Boulant - Présence d'engins de guerre -			
	Blindage / berlinoises	<b>Lot 03</b>	<b>TCE</b>
	Arrêt de chantier / Déminage	<b>Lot 02</b>	<b>TCE</b>
	Marquage-Piquetage	<b>Lot 02/03</b>	<b>TCE</b>
Risques liés à la structure des bâtiments environnants et/ou mitoyens	Respect des préconisations du diagnostic et de l'étude structurelle	<b>Lot 01/02/03</b>	<b>TCE</b>
	Etalement / Blindage / Reprise en sous-œuvre / Suivi des déformations	<b>Lot 02/03</b>	<b>TCE</b>
	Démolition préalable	<b>Lot 01</b>	<b>TCE</b>
	Eclairage de chantier	<b>LOT 14</b>	<b>TCE</b>
Risques liés aux matériaux dangereux : - Amiante - Plomb	Voir pgc page 32	<b>LOT01</b>	<b>TCE</b>
	Voir pgc page 33		<b>TCE</b>
Risques climatiques : Vent - Pluie / Orages - Conditions hivernales - Brouillard - Conditions estivales	Arrêt des opérations de levage et des travaux en hauteur	<b>LOT 03</b>	<b>TCE</b>
	Lestage des colis	<b>TCE</b>	<b>TCE</b>
	Salage-dégivrage des plans de travail	<b>LOT 03</b>	<b>TCE</b>
	Guidage du grutier par talkie-walkie	<b>TCE</b>	<b>TCE</b>
	Fontaines d'eau réfrigérées / Horaires de travail limités	<b>LOT 03</b>	<b>TCE</b>



## ACCES PROVISOIRES

Risques potentiels	Mesures de prévention à prévoir Sujétions du coordonnateur SPS à respecter par les entreprises <b>ACCES PROVISOIRES</b>	Entreprise mettant en œuvre la mesure	Entreprise bénéficiant de la mesure
Risques liés aux accès au chantier	Modifications de voirie, comprenant : - Réalisation d'un accès principal 5 m de large	<b>LOT 02</b>	<b>TCE</b>
	Modification de signalisation routière,	<b>LOT 02</b>	<b>TCE</b>
	Définition de l'emprise de chantier, comprenant : - MISE EN PLACE DES BARRIERES HERAS + PORTAIL D ACCES	<b>LOT 03</b>	<b>TCE</b>
Risques liés aux circulations sur le site	Délimitation physique des voies	<b>LOT 03</b>	<b>TCE</b>
	Séparation des flux engins / travailleurs à pied	<b>LOT 03</b>	<b>TCE</b>
	Circulation des engins en marche AV	<b>LOT 02/03</b>	<b>TCE</b>
	Ralentisseurs / Limitation de la vitesse de circulation des engins	<b>LOT 02</b>	<b>TCE</b>
	Avertisseur sonore de recul / Caméra / Radar (cf. R434 CNAM)	<b>LOT 02/03</b>	<b>TCE</b>
	Guidage des engins par chef de manœuvre	<b>LOT 02/03</b>	<b>TCE</b>
	Port de gilets réfléchissants	<b>LOT 02</b>	<b>TCE</b>
	Passerelles	<b>LOT 03</b>	<b>TCE</b>
Risques liés aux accès aux postes de travail	Passerelles	<b>LOT 01</b>	<b>TCE</b>
	Mise en œuvre des escaliers définitifs à l'avancement OU d'escaliers provisoires de chantier	<b>LOT 03</b>	<b>TCE</b>
	Tours-escaliers	<b>LOT 03/06</b>	<b>TCE</b>



## LEVAGE

Risques potentiels	Mesures de prévention à prévoir Sujétions du coordonnateur SPS à respecter par les entreprises <b>LEVAGE</b>	Entreprise mettant en œuvre la mesure	Entreprise bénéficiant de la mesure
Risque d'interférence entre moyens de levage	Mise en commun d'un engin de type grue à tour, ou de performances équivalentes, comprenant : Guidage des manœuvres des différents engins	LOT 03	TCE
Limitation des risques liés à la manutention manuelle	Mise en commun de matériel de manutention verticale, de type grue, monte-matériaux, treuils,	LOT 03	TCE
Chute de la charge	Interdiction de survol des travailleurs	LOT 03	TCE
	Chef de manœuvre	LOT 03	TCE
Chute à réception de la charge	Recettes à matériaux	LOT 03	TCE
Heurt des travailleurs ou des structures par la charge	Guidage de la charge Limitation du nombre de travailleurs dans la zone Etalement provisoire des structures	LOT 03	TCE
Renversement des engins de levage	Examen d'adéquation	LOT 02/03	TCE
- A cause du vent	Anémomètre Mise en girouette	LOT 03	TCE
- A cause de l'assise	Nivellement – Compactage Système de fondations	LOT 02	TCE





## STOCKAGE

Risques potentiels	Mesures de prévention à prévoir Sujétions du coordonnateur SPS à respecter par les entreprises <b>STOCKAGE</b>	Entreprise mettant en œuvre la mesure	Entreprise bénéficiant de la mesure
Risque aux stockages anarchiques	Délimitation physique et définition des lieux de stockage, comprenant : - Création d'aires horizontales, compactées et nivelées - Isolement des produits « incompatibles »	<b>LOT 03</b>	<b>TCE</b>
Risque d'ensevelissement dû aux stockages	Matériels de stockage type racks	<b>TCE</b>	<b>TCE</b>
	Interdiction d'empiler les palettes de matériaux	<b>TCE</b>	<b>TCE</b>
	Calage des produits roulants (tuyaux, bobines, tourets, ...)	<b>TCE</b>	<b>TCE</b>



## DECHETS

Risques potentiels	Mesures de prévention à prévoir Sujétions du coordonnateur SPS à respecter par les entreprises <b>DECHETS</b>	Entreprise mettant en œuvre la mesure	Entreprise bénéficiant de la mesure
Risques liés aux déchets et décombres	Conditions de stockage provisoire(délimitation zone )		<b>TCE</b>
	Conditions d'évacuation horizontale	<b>LOT</b>	<b>TCE</b>
	Conditions d'évacuation verticale, comprenant : - Goulottes - Bacs manutentionnables par grue	<b>LOT</b>	<b>TCE</b>
	Aménagement des zones de bennes, comprenant : - bennes multiples	<b>LOT 03</b>	<b>TCE</b>
	Evacuation des bennes hors du chantier		
Risques liés aux zones de ...	Nettoyage des bennes à béton	<b>LOT 03</b>	<b>TCE</b>
	Nettoyage des toupies	<b>LOT 03</b>	<b>TCE</b>
	Graissage des banches		
	Utilisation des machines (façadiers, chapistes, ...)	<b>LOT 16</b>	<b>LOT 16</b>



## PROTECTIONS COLLECTIVES ET INSTALLATIONS

Risques potentiels	Mesures de prévention à prévoir Sujétions du coordonnateur SPS à respecter par les entreprises <b>PROTECTIONS COLLECTIVES ET INSTALLATIONS</b>	Entreprise mettant en œuvre la mesure	Entreprise bénéficiant de la mesure
Risque contre les chutes de hauteur	Dispositions comprenant : - Garde-corps de ht xx (1.00 m mini) - Recueils souples à moins de 3.00 m - Bouchements de trémies - Bouchements de réservations - Dispositifs bas de pente, rives et sous-face de toitures - Echafaudages collectifs - Plateformes sur consoles / PTE - Plateformes de travail collectives - Platelage sur toitures et plafonds fragiles - Signalisation des tranchées, têtes de talus, vides, ...	<b>LOT</b> <b>03/16/05/06</b>	<b>TCE</b>
Risque contre les effondrements	Dispositions comprenant : - Blindages / Butonnage / Soutènements - Etalements des planchers, pignons, ouvrages en phase provisoire, etc. - Note de calcul - Définition des pentes de talus et/ou des redans - Bâchage des talus	<b>LOT</b> <b>02/03/06</b>	<b>TCE</b>
Risque contre les ouvrages en attente	Dispositions comprenant : - Crossage ou bouchonnage des aciers - Signalisation des obstacles fixes	<b>LOT 03</b>	<b>TCE</b>
Risque contre les chutes d'objets	- Matérialisation des zones inférieures	<b>LOT</b>	<b>TCE</b>
	- Auvent de protection / Filets de protection	<b>LOT 03</b>	<b>TCE</b>
	- Plinthes sur garde-corps	<b>LOT 03</b>	<b>TCE</b>
	- Merlons	<b>LOT 02</b>	
Risque contre les chutes de plain-pied	Dispositions comprenant : - Nettoyage et rangement du chantier (voir §4.3) - Signalisation des obstacles fixes	<b>TCE</b>	<b>TCE</b>



	- Eclairage des zones sombres -	LOT 03/14	TCE
Risques liés aux installations et matériels électriques de chantier	Alimentation générale comprenant : COFFRET DE CHANTIER /BASE VIE	LOT 03/14	TCE
	Alimentation secondaire comprenant : - Armoires selon rayon de 25 m maximum - DDHS 30 mA	LOT 14	TCE
	Installation d'éclairage comprenant l'éclairage des escaliers couloirs et zones sombres	LOT 14	TCE

Risques potentiels	Mesures de prévention à prévoir Sujétions du coordonnateur SPS à respecter par les entreprises <b>PROTECTIONS COLLECTIVES ET INSTALLATIONS</b>	Entreprise mettant en œuvre la mesure
Risque contre les chutes de hauteur	Dispositions comprenant : - Garde-corps de ht xx (1.00 m mini) - Bouchements de trémies - Bouchements de réservations - Dispositifs bas de pente, rives et sous-face de toitures - Echafaudages collectifs	LOT 03 03 TCE 06 16
Risque contre les ouvrages en attente	Dispositions comprenant : - Crossage ou bouchonnage des aciers - Signalisation des obstacles fixes	LOT 03
Risque contre les chutes d'objets	- Matérialisation des zones inférieures	TCE
Risque contre les chutes de plain pied	Dispositions comprenant : - Nettoyage et rangement du chantier (voir §4.3) - Signalisation des obstacles fixes - Eclairage des zones sombres	LOT TCE 03 14





## DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES SERVITUDES

### Par rapport aux bâtiments, constructions, ouvrages voisins

Toutes précautions seront prises pour ne pas permettre l'exportation de risques du chantier vers l'extérieur et ne pas Permettre l'importation de risques de l'extérieur vers le chantier.

Le terrain est bordé par des entreprises en activités.

La proximité de zones construites en limite de notre zone de travaux pourrait générer des risques au niveaux de la circulation et des accès au chantier.

Il sera demande aux entreprises d'être extrêmement vigilantes lors de leurs accès et sorties de la zone de chantier

### Par rapport aux piétons

Un accès piéton sera établi indépendamment de l'accès véhicules.

Un dispositif de verrouillage type à Cadenas a code sera mis en place au droit de chaque accès.

Chaque intervenant aura à charge de fermer à son passage à partir de ces dispositifs si le chantier n'est pas sous contrôle.

**POUR DONNER SUITE AU COVID 19 UNE SEPARATION PHYSIQUE DEVRA ETRE MIS EN PLACE AFIN DE PRESERVER LES ACCES DES PERSONNELS DU CHANTIER**

### LOT TERRASSEMENT

Ce lot mettra en place dès le début du chantier sur la chaussée la signalétique suivante :

**Panneaux attention travaux, sortie de camions**

Voir avec les services techniques de la commune de **ST CLAIR DU RHONE** la mise en place d'une signalisation à chaque extrémité de la zone de chantier

Pour la sortie du chantier le lot PRINCIPAL mettra en place si nécessaire, un panneau STOP, et « Attention piétons »

### Cette signalisation sera conservée et maintenue toute la durée du chantier

Le chantier sera entièrement clos et interdit au public.

Les clôtures seront mises en place : en périphérie du terrain, en limite de propriété, à la charge du **lot PRINCIPAL**

Les clôtures seront de types grillagées (ou pleine) sur support fixés au sol. Sur ces clôtures seront affichés des panneaux « Chantier interdit au public »

Le **lot PRINCIPAL** devra la Pose et la dépose, la maintenance sera assurée exclusivement par le lot, le règlement des réparations sera fait par le maître d'ouvrage et imputé au lot responsable ou au compte prorata

Le **lot PRINCIPAL** devra se renseigner auparavant sur les chartes de clôtures pouvant exister sur

La commune de **ST CLAIR DU RHONE**

Le portail d'accès au chantier sera fermé et verrouillé pendant les périodes d'inactivité du chantier.

### Par rapport aux établissements en activité ou aux ouvrages en exploitation.

L'entreprise de gros œuvre aura obligation, pendant toute la durée des travaux de maintenir en place une signalétique de chantier en bordure de la rue.

Arrêtés de Restriction de Circulation (si nécessaire) à obtenir **au préalable** de la part des services gestionnaires des voies concernées : Commune de **ST CLAIR DU RHONE** à la charge des lots, TERRASSEMENTS, lot PRINCIPAL

### Par rapport aux interdictions de survol

En aucun cas les charges levées par les engins de levage ne devront survoler les voies ouvertes à la circulation publique, ni les entreprises à proximités

### Par rapport aux transports (terrestre, maritime ou aérien)

Il n'est pas prévu de déviation de circulation pouvant entraîner une modification des circuits de transports en commun.

### Par rapport aux réseaux à conserver, à dévier

Les entreprises titulaires des lots TERRASSEMENT ET - lot PRINCIPAL prendront connaissance des réseaux existants par l'intermédiaire des D.I.C.T. à déposer auprès de chaque concessionnaire.



### Par rapport au terrain (la terre, l'eau...)

Le démarrage des travaux ne pourra s'effectuer qu'après le nettoyage du terrain, et mise en place des clôtures de chantier en limite de propriété (à la charge de l'entreprise **titulaire du lot PRINCIPAL**). Le titulaire du **lot TERRASSEMENT** devra rendre praticable les accès

### Par rapport à la nature du sol

Il y a lieu de consulter le rapport géotechnique afin de vérifier la nature du sol et la présence éventuelle d'eau. L'entreprise titulaire du lot terrassement et le lot go mettront en œuvre tous les moyens nécessaires pour rendre accessible et praticable le chantier en cas de fortes pluies :

- **Plates-formes de stockage, de parking et d'installation de chantiers, voies de circulation internes du chantier**

## PRESENCE DES MATERIAUX OU MATERIELS A RISQUES PARTICULIERS

### Amiante

Un repérage avant démolition, conformément à l'article R. 1334-27 du code de la santé publique a été réalisé par le maître d'ouvrage.



#### REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE AVANT DEMOLITION TOTALE D'UN IMMEUBLE BÂTI

Rapport n° : 2020-1620  
Date : 12/12/2020  
Page : 1/49

#### RAPPORT DE REPÉRAGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE AVANT DÉMOLITION TOTALE D'UN IMMEUBLE BÂTI

N° de dossier : **2020-1620**  
Etabli en un exemplaire original

Date d'intervention : 24/11/2020  
Date de commande : 05/11/2020

**Il a été détecté de l'amiante dans le bâtiment à démolir**



**REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS  
CONTENANT DE L'AMIANTE AVANT DEMOLITION  
TOTALE D'UN IMMEUBLE BÂTI**

Rapport n° : 2020-1620  
Date : 12/12/2020  
Page : 6/49

**2 Conclusions du rapport**

**Conclusion**

Dans le cadre de la mission décrit en tête de rapport - il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante

Voir tableau de résultats ci-après

*Ce rapport ne peut être utilisé ou reproduit que dans son intégralité*

**2.1 Liste des matériaux ou produits contenant de l'amiante**

Après analyse en laboratoire			
Description	Localisation	Prélèvement	Quantité*
Colle de carrelage	0 Pièce 2	003	30.5 m²
Mastic chassis métal	0 Pièce 2	006	200cm*200ht
Mastic chassis métal	0 Garage 1	009	300cm*200ht
Mastic chassis métal	0 Local 1	011	150cm*140ht
Joint chaudière	0 Chaufferie	014	33*33cm
Joint bride 170mm	0 Chaufferie	016	pm
Joint bride 100mm	0 Chaufferie	017	pm
Mastic chassis métal	0 Cage d'escalier	018	80cm*110ht
Mastic chassis métal	0 Local syndical	019	200cm*160ht
Mastic chassis métal	0 Local 2	022	300cm*160ht
Colle de carrelage	0 Local 3	023	32 m²
Mastic porte fenêtre	1 Entrée	031	2x 60cm*170ht
Mastic fenêtre	1 Entrée	033	2x55cm*115ht
Mastic fenêtre	1 Cuisine	037	2x45cm*95ht
Colle de faïence 10*10	1 Sanitaires H	041	5m²
Mastic porte fenêtre	1 Pièce 1	051	4x45cm*175ht
Plaque fibres ciment	1 Toiture pièce 2	054	60 m²
Mastic porte fenêtre	1 Pièce 5	063	4x45cm*175ht
Mastic fenêtre	1 Pièce 5	064	2x2x55cm*115ht
Mastic fenêtre	1 Pièce 6	066	2x55cm*115ht
Plaque fibres ciment	0 Toiture atelier	067	22m²
Plaque fibres ciment	0 Mur garage arrière	068	30m²
Plaque fibres ciment	0 Toiture garage arrière	069	26 m²
Mastic fenêtre	2 Débarras fenêtre 2	073	2x55cm*115ht
Mastic porte	2 Chambre 2	079	40cm*20 ht
Mastic œil de boeuf	2 Chambre 2	080	Diam 70 cm
Mastic fenêtre métal	2 Chambre 2	081	45cm*45ht
Conduit fibres ciment	1 WC 2	082	2.5ml

\*les quantités sont indicatives ; il appartient aux entreprises concernées d'effectuer leurs propres relevés



**REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS  
CONTENANT DE L'AMIANTE AVANT DEMOLITION  
TOTALE D'UN IMMEUBLE BÂTI**

Rapport n° : 2020-1620  
Date : 12/12/2020  
Page : 7/49

Sur justificatifs (marquage, document(s) consulté(s), ZPSO)		
Description	Localisation	Quantité*
Colle de carrelage	0 Pièce1, Pièce 3 idem P003 et P023	33.5m²
Mastic chassis métal	1 Cage d'escalier idem P018	80cm*110ht
Plaque fibres-ciment	1 Toitures Pièce3, Pièce 4 idem P054	45 m²
Plaque fibres-ciment	0 Toiture Garage 2 idem P067	35 m²
Mastic fenêtre	2 Débarras fenêtre 1, Chambre 1, Séjour idem P073	3x2x55cm*115ht
Conduit fibres ciment	0 Local 1 plafond, 2 WC idem P0823	3 ml

\*les quantités sont indicatives ; il appartient aux entreprises concernées d'effectuer leurs propres relevés



**REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS  
CONTENANT DE L'AMIANTE AVANT DEMOLITION  
TOTALE D'UN IMMEUBLE BÂTI**

Rapport n° : 2020-1622  
Date : 15/12/2020  
Page : 6/25

**2 Conclusions du rapport**

**Conclusion**

Dans le cadre de la mission décrit en tête de rapport - il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante  
Voir tableau de résultats ci-après

*Ce rapport ne peut être utilisé ou reproduit que dans son intégralité*

**2.1 Liste des matériaux ou produits contenant de l'amiante**

Après analyse en laboratoire			
Description	Localisation	Prélèvement	Quantité*
Plaques ondulées et planes Plaque toiture	SIE	P002	110 m²
Plaques ondulées et planes Plaque toiture	Garage 1	P003	60 m²
Plaques ondulées et planes Plaque toiture	Garage 2	P004	60 m²
Portes de placard Revêtement antivibratile	Maison entrée	P012	8 x 15cm*25cm
Conduit de fluides Pied de conduit EP	Extérieur	P027	0.5 ml





<i>Nature des travaux / Risques</i>	<i>Mesures de prévention</i>	<i>Lot concerné</i>
Retrait d'amiante / Risque d'exposition et de contamination par des fibres d'amiante	<p>L'entreprise effectuant le retrait de l'amiante devra être certifiée et son personnel formé.</p> <p>L'ensemble des travaux de désamiantage devra être réalisé dans des zones totalement isolées sans aucune coactivités.</p> <p><b>Le plan de retrait établi par l'entreprise sera adressé à l'inspection du travail pour validation, 1 mois avant démarrage des travaux.</b></p> <p>L'ensemble des procédures de dépose, d'évacuation et de suivi des déchets concernés devra impérativement suivre la Section 3 : Risque d'exposition à l'amiante, articles R. 4412-94 à 148 du code du travail.</p>	LOT DESAMANTAGE
<b>Etablissement d'un plan de retrait</b>	<p>L'entreprise établit un plan de retrait en fonction de l'évaluation des risques et conformément aux articles R. 4412-119 à 124 du code du travail introduit par le décret n° 2006-761 du 30 juin 2006, en précisant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le type et les quantités d'amiante manipulés ;</li> <li>- Le lieu où les travaux sont réalisés, la date de commencement, la durée probable et le nombre de travailleurs impliqués ;</li> <li>- Les méthodes de mise en œuvre lorsque les travaux impliquent la manipulation d'amiante ou de matériaux en contenant ;</li> <li>- Les caractéristiques des équipements à utiliser pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité des travaux ;</li> <li>- La fréquence et les modalités des contrôles réalisés sur le chantier ;</li> </ul> <p>Les durées et temps déterminés en tenant compte de la pénibilité de chaque tâche.</p>	LOT DESAMANTAGE  DEMOLITION
Mesures de prélèvement atmosphérique	<p>Des mesures réalisées sur prélèvement atmosphérique seront réalisées par l'entreprise effectuant les travaux de désamiantage de manière à déterminer le niveau d'empoussièrement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pendant les travaux de désamiantage, mesures de l'exposition du personnel manipulant ou intervenant sur ou à proximité de matériaux contenant de l'amiante suivant article R. 4412-104 du code du travail ;</li> </ul> <p>Avant démantèlement du confinement, prélèvement d'air en zone confinée : « contrôle de première restitution » suivant article R. 1334-18 du code de la santé publique.</p>	LOT DESAMANTAGE  LOT DEMOLITION

En cas de découverte après dépollution : tous matériaux dangereux de ce type devront impérativement être déclarés au CSPS et aux autorités compétentes pour faire l'objet d'une évaluation des risques préalable et de méthodologies de retrait, jointes au PPSPS et conformes aux directives du Code du travail.



## **CONDITIONS DE STOCKAGE, D'ELIMINATION, D'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES**

### **Evacuation des déchets**

<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>
Nettoyage quotidien des zones de travail	Chaque entreprise est chargée quotidiennement d'assurer le nettoyage de ses zones de travail et d'évacuer ses déchets propres

Le stockage des déchets à l'extérieur demande, de la part des entreprises, des précautions particulière, dans la mesure où AUCUN matériaux ne devra se trouver emporter :

Les bennes mises en place seront couvertes par filet ;

Les déchets légers (plastique, ...) seront stockés de façon à ne pas subir les effets du vent ;

...

## **CONDITIONS D'ENLEVEMENT DES MATERIAUX DANGEREUX**

### **Matières et substances dangereuses**

Le traitement de ces déchets industriels spéciaux ou dangereux (DIS) est à la charge des entreprises qui les produisent. Ils sont destinés aux centres de classe 1 (bois traités, pinceaux souillés, peinture, ...).

Ces produits ne devront pas être mélangés aux gravats ordinaires mais évacués par une filière spécifique.

Tout entrepreneur informera préalablement à l'utilisation de telles substances le Coordonnateur SPS. Cette information se fera au cours de la visite d'inspection commune et l'entreprise concernée en fera état dans son PPSPS.

Chaque entreprise concernée établira un bordereau de suivi des déchets industriels spéciaux et assurera l'évacuation des produits suivant les indications du fabricant.

### **Déchets, décombres, gravats présentant un risque particulier**

Les déchets, décombres et gravats présentant des risques particuliers seront évacués vers un centre de traitement des déchets de classe 1 ou 3 avec bordereau de suivi des déchets.



## Plomb

- Le diagnostic d'accessibilité au plomb révèle la présence de peintures dont les concentrations en plomb sont supérieures à la valeur maximale fixée par la réglementation et dont l'état rend le plomb accessible.
- Le rapport de repérage numéro "fait apparaître la présence de matériaux contenant du plomb. Les travaux à proximité ou au droit ne pourront pas être réalisés sans que ces matériaux ne soient enlevés dans les conditions définies dans l'ED 909 et le PGC.



### RAPPORT DE DIAGNOSTIC DE RECHERCHE DE PLOMB DANS LES PEINTURES

Rapport n° : 2020-1620  
Date : 04/12/2020  
Page : 1/29

### RAPPORT DE DIAGNOSTIC DE RECHERCHE DE PLOMB DANS LES PEINTURES

N° de dossier :  
**2020-1620**

Date de visite : 24/11/2020  
Date du rapport : 05/12/2020

#### Renseignements relatifs au bien

Propriétaire	Photo générale (le cas échéant)	Commanditaire
Nom : Mairie de Saint Clair du Rhône Adresse : 38370 SAINT CLAIR DU RHONE Lieu d'intervention : 7 Rue Emile ROMANET 38370 SAINT CLAIR DU RHONE		Nom : Mairie de Saint Clair du Rhône Adresse : 38370 SAINT CLAIR DU RHONE

#### Appareil de mesure

Les mesures ont été effectuées avec un appareil à fluorescence X dont les caractéristiques sont les suivantes	
Modèle et numéro de série	FONDIS XL300 18294
Nature du radionucléide	109Cd
Date du dernier chargement de la source	02/07/2020
Activité à la date de chargement de la source	370 Mbq

#### Autorisation ASN

ASN n° : T69063882

#### PCR

Nom de la personne compétente en radioprotection : GATHELIER Maxime

#### Conclusion

Lors de la présente mission, 403 unités présentant des similitudes ont été contrôlées.  
Le contrôle des éléments présentant des similitudes fait apparaître que certaines unités sont au-dessus du seuil réglementaire du C.R.E.P. (voir conclusions détaillées dans le tableau des résultats).



## ACCES AU CHANTIER

### Véhicules et personnel

L'accès au chantier se fera comme défini au plan d'installation de chantier

L'ensemble des véhicules empruntera cet accès. L'accès piétons et véhicules seront différenciés.

Les véhicules accèderont par cette allée et ressortiront par le même accès, **les véhicules de chantier et de livraisons devront rentrer dans la zone de chantier en marche arrière, de façon à avoir une parfaite visibilité lors de la sortie du chantier (voir si possibilité de zone de retournement sur le site)**

Durant la phase de préparation de chantier un plan de circulation sera mis au point par l'entreprise titulaire du **lot PRINCIPAL** et sera soumis à l'approbation du MOA, du MOE, du CSPS et des services gestionnaires des voiries concernées. (**Commune de SAINT CLAIR DU RHONE**).

Les accès du personnel au chantier et aux cantonnements seront clairement indiqués sur les plans d'installation des chantiers et clairement matérialiser sur le terrain.

Sur le chantier les voies de circulation piétonnes seront physiquement séparées des voies de circulation des véhicules et engins : un balisage des cheminements piétons sera mis en place et maintenu pendant toute la durée des travaux par l'entreprise titulaire du **lot PRINCIPAL**

Le stationnement des véhicules privés du personnel des entreprises pourra se faire sur les aires de stationnement public aux abords du chantier.

### Fléchage - Signalétique d'accès

L'itinéraire d'accès devra être fléché de façon précise depuis la voirie principale afin d'éviter toute manœuvre et circulation inutile susceptible d'exporter des risques vers la circulation publique et de détériorer les voiries existantes.

Ce fléchage sera réalisé à la charge de l'entreprise titulaire du **lot PRINCIPAL**

Chaque entrepreneur informera ses fournisseurs du parcours à suivre pour accéder au chantier et leur transmettra le plan d'accès.

### Affichage

**RECOMMANDATION COVID 19 METTRE EN PLACE L'AFFICHAGE DES PRECONISATION**



Affichage obligatoire : panneaux « PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE », « CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC ».

Outre l'affichage du permis de construire suivant les dispositions de l'article A 421-7 du code de l'urbanisme, tout entrepreneur (entreprises titulaires des différents lots, sous-traitants et travailleurs indépendants) travaillant sur le chantier doit avoir affiché son nom, sa raison ou sa dénomination sociale ainsi que son adresse. L'affichage est assuré sur un panneau dont les indications sont lisibles de la voie publique.

### Dispositions pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier

Seules les personnes travaillant pour le maître d'ouvrage, les entrepreneurs titulaires d'un marché, les sous-traitants et les travailleurs indépendants nommément déclarés auprès du maître d'ouvrage, sont autorisées à accéder au chantier.

Les personnes n'intervenant pas directement sur le chantier (fournisseurs, locataires, agents commerciaux, concessionnaires, contrôleurs techniques...) devront être accompagnées par l'entreprise concernée par leur intervention.

L'entreprise concernée devra réaliser l'accueil de ces intervenants.





## Equipements de Protection Individuelle (E.P.I.)

**Tout travailleur, tout visiteur, de droit comme autorisé est tenu au port des protections individuelles adaptées à l'intervention sur le chantier.**

**Les différents fournisseurs sont aussi assujettis à cette obligation.**

## UTILISATION DE MOYENS COMMUNS PENDANT TOUTE LA DUREE DU CHANTIER

### VOIR RECOMMANDATION COVID 19

Pendant toute la durée du chantier, il sera favorisé la mise en place des infrastructures du chantier (cantonnement, ensemble des installations réglementaires...), les moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges, ainsi que les protections collectives.



## Infrastructures de chantier

Le titulaire du **lot principal** aura à sa charge la mise en place des infrastructures de chantier pour l'ensemble des intervenants (cantonnement, l'ensemble des installations réglementaire de chantier).

## Moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges

Le titulaire du **lot PRINCIPAL** devra mettre en place une utilisation effective commune des moyens logistiques du chantier (mise en commun des moyens de manutention sur le chantier dont l'espace sera limité, manutention, circulation, échafaudages, levage, gestion des déchets...).

La Grue sera laissée à disposition des lots qui pourrait en avoir l'usage (mise en commun des moyen recommandation CARSAT) et ce pendant au maximum 1 mois après la fin du Gros œuvre, les modalités de règlement seront fixées par une convention de prêt de matériel.

La recommandation CNAMTS R 445 : Mécanisation du transport vertical des personnes et des charges sur les chantiers (construction, réhabilitation, entretien d'ouvrages), édition décembre 2009, sera appliquée.

## Protections collectives

**Le titulaire du lot PRINCIPAL 03 aura à sa charge la mise en place et le maintien des protections collectives du chantier.**



## VOIRIE ET RESEAUX DIVERS PREALABLES AUX TRAVAUX

Le montant de l'opération étant supérieur à 760 000 €, les VRD préalables aux travaux à la charge du maître de l'ouvrage seront réalisés par les entreprises préalablement au commencement du chantier. Les VRD primaires (desserte en voirie pour véhicules et piétons jusqu'à l'installation de chantier et à la zone travaux depuis la voie publique, raccordement à un réseau d'eau potable, à un réseau électrique et en évacuation des matières usées) seront réalisés suivant le tableau ci-après :

Désignation	Localisation	Phasage	Lot chargé de la réalisation
Aménagement de l'accès chantier	EXISTANT A PROLONGER	Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux	<b>Lot PRINCIPAL</b>
Aménagement de l'Accès aux Installations de Chantier	Accès existant jusqu' a la zone de chantier A charge accès dans l'emprise chantier	Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux	<b>Lot PRINCIPAL</b>
Raccordement au réseau d'Eau Potable	Comptage chantier à faire réaliser en limite de propriété	Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux	<b>Lot PRINCIPAL</b>
Evacuation des eaux usées	Sur attente	Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux	<b>Lot PRINCIPAL</b>
Raccordement au réseau Electrique	Raccordement sur dispositif Existant et autorisé.	Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux	<b>Lot PRINCIPAL</b>

## INSTALLATIONS DE CHANTIER (5 BUNGALOWS)

Les travaux proprement dits ne pourront débuter qu'après l'installation des locaux de chantier et le raccordement aux différents réseaux.

VESTIAIRES

REFECTOIRE

SALLE DE REUNION

ET SANITAIRE (prévoir un sanitaire supplémentaire en cas de présence de personnel féminin)

## Recommandation covid 19 pour base vie :

Lieu de vie, de contacts et d'échanges, la base vie ou le bungalow de chantier sont des espaces où l'organisation des présences et des déplacements doit faire l'objet d'une attention soutenue.

– Assurer un affichage fort et visible des consignes sanitaires.

– Respecter, en toutes circonstances, une distance d'au moins un mètre entre les personnes, notamment :

- en divisant par deux la capacité nominale d'accueil simultané pour toutes les installations (hors bureaux),
- éventuellement, en organisant les ordres de passage,
- éventuellement, en décalant les prises de poste,

• éventuellement, en mettant en place des marqueurs pour faire respecter une distance d'au moins un mètre : bande adhésive au sol, barriérage (par exemple avec utilisation des tables et des chaises), organisation des circulations intérieures...

- en limitant l'accès aux espaces et salles de réunion.

– Installer, si possible, des lieux de réunion, de repos et de pause en extérieur.

– Installer un point d'eau ou un distributeur de gel ou de solution hydroalcoolique à l'extérieur et imposer le lavage des mains avant toute entrée dans les bases-vie ou bungalows de chantier.



- Mettre à disposition des flacons de gel ou de solution hydroalcoolique (si disponibles) dans les lieux fréquentés et à proximité des surfaces de contact (tables, comptoir...).
  - Mettre à disposition des lingettes désinfectantes dans les toilettes pour désinfection avant chaque usage.
  - Vérifier plusieurs fois par jour que les distributeurs de savon, d'essuie-mains, de lingettes jetables et/ou de gel ou de solution hydroalcoolique sont approvisionnés.
  - Assurer une fréquence quotidienne de nettoyage de toutes les installations communes au moyen de produits désinfectants. Les travaux de nettoyage comprennent sols, meubles.
- Les surfaces de contacts les plus usuelles (portes, rampes d'escalier, fenêtres et tout autre équipement où l'on peut poser les mains, toilettes, y compris toilettes mobiles) doivent être nettoyées toutes les deux heures. Le personnel en charge du nettoyage doit être compétent et dûment équipé.
- Aérer les locaux au moins deux fois par jour.
  - Organiser l'usage des réfectoires par roulement afin de limiter le nombre de personnes à un instant donné, de façon à respecter les distances de sécurité. Assurer une désinfection par nettoyage, dont fours micro-ondes, réfrigérateurs..., entre chaque tour de repas. Faire respecter de façon stricte les consignes de lavage des mains à l'eau et au savon avant les repas.
  - Privilégier, le cas échéant, la pratique de la gamelle et du thermos individuel apportés par chaque compagnon.

Ces éléments sont mis à jour régulièrement sur le site [www.preventionbtp.fr](http://www.preventionbtp.fr) COVID-19

• Les consignes sanitaires seront affichées et visibles.

**CORONAVIRUS, ADOPTER LES RÉFLEXES POUR SE PROTÉGER DANS LES BASES VIE ET BUNGALOWS DE CHANTIER DU BTP**

Bases vie et bungalows de chantier Affiches en annexe et en téléchargement sur [www.preventionbtp.fr](http://www.preventionbtp.fr)

## Bases vie et bungalows de chantier

Lieu de vie, de contacts et d'échanges, la base vie ou le bungalow de chantier sont des espaces où l'organisation des présences et des déplacements doit faire l'objet d'une attention soutenue.

– Assurer un affichage fort et visible des consignes sanitaires.

– Respecter, en toutes circonstances, une distance d'au moins 1 m entre les personnes, notamment :

- en divisant par deux la capacité nominale d'accueil simultané pour toutes les installations (hors bureaux),

- éventuellement, en organisant les ordres de passage,

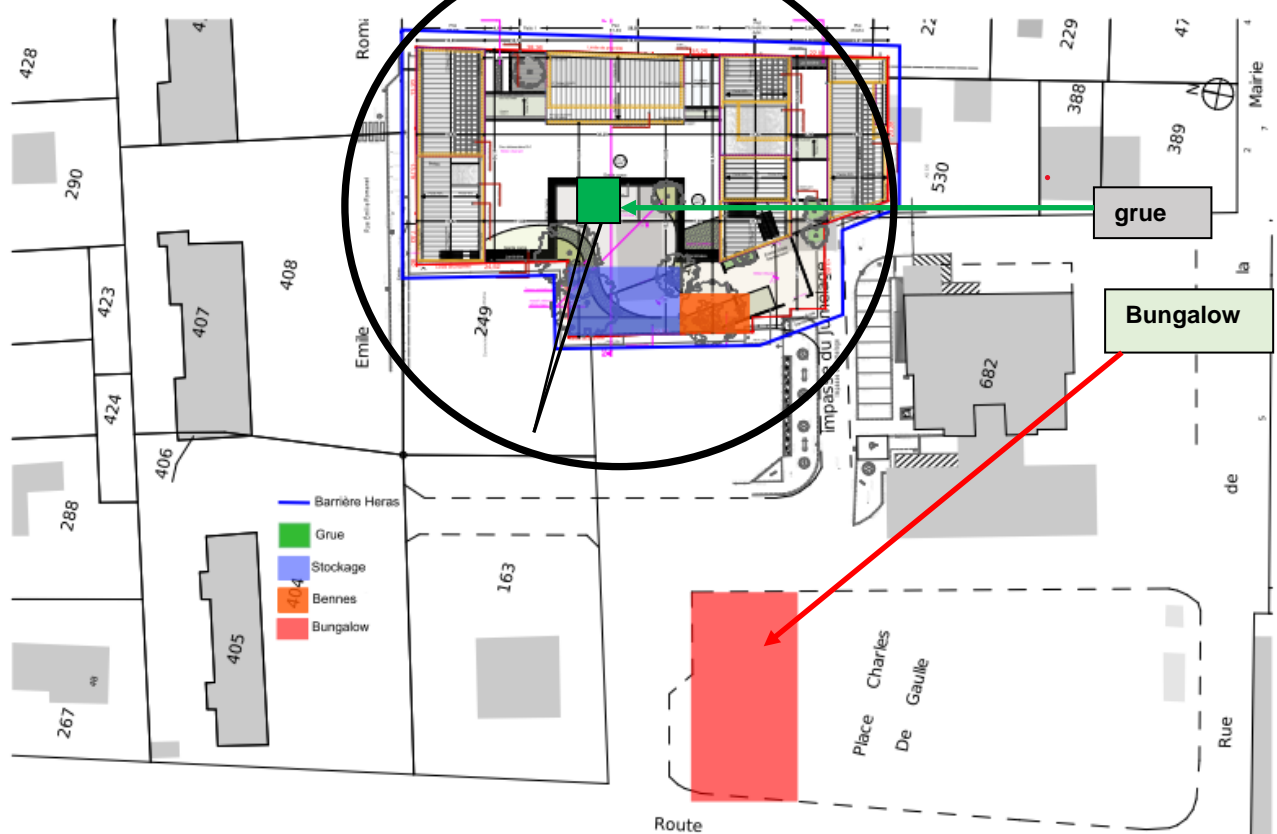
- éventuellement, en décalant les prises de poste,

- éventuellement, en mettant en place des marqueurs pour faire respecter une distance d'au moins un mètre : bande adhésive au sol, barrière (par exemple avec utilisation des tables et des chaises), organisation des circulations...

- en limitant l'accès aux espaces et salles de réunion.

– Installer si possible des lieux de réunion, de repos et de pause en extérieur.

## Plan provisoire d'installation de chantier



## Il sera fourni et mis en place 5 bungalows

## Recherche des zones d'installation du cantonnement

Le plan d'installation de chantier précisera :

L'implantation des locaux de cantonnement (bureaux, magasins, vestiaires, réfectoires, salle de réunion):

Les locaux ainsi que leurs accès (emprise comprise) sont établis de manière qu'ils soient positionnés hors zones d'influences du chantier (Par exemple : Pas de proximité immédiate des flux ou des zones de manutentions, pas de survols de grues. Les accès aux aires de stationnements et les aires de stationnements sont situés en dehors des zones de circulations piétonnes et des accès aux locaux de chantier).

Positionnement du téléphone d'alerte.

L'emplacement de l'aire de préparation des mortiers et bétons.

L'emplacement prévu pour la pompe à enduire du lot façades.

Position des bennes à déchets.

Les installations complémentaires s'il y a lieu (exemple : système étanche d'évacuation des eaux usées).

Les lieux d'approvisionnement, de stockage des matériaux et du matériel.

L'emplacement et le cheminement des installations provisoires : électricité, eau, téléphone, circulations, eaux usées, eaux pluviales.

Position de l'armoire électrique de chantier.

Les cheminements piétons et véhicules ainsi que leurs accès

La position de la (ou des) grue(s) avec le rayon de giration de flèche.

Descriptif du système anticollision et/ou du système de gestion des interférences si nécessaire.

Les zones de stockage et d'assemblages et de confection diverses (éléments préfabriqués en béton, la charpente au sol, le ferrailage etc...).

Plan de circulation (véhicules et piétons).

Position de l'aire de stationnement des véhicules personnels des entreprises.

L'aire destinée aux chargements/déchargements.

L'aire destinée au retournement des véhicules.

Aires de dépôts des terres si besoin



## Clôtures

La responsabilité du fait de la chose suivant l'article 1384 du code civil est engagé en l'absence de clôture.

Le chantier sera donc totalement clos à l'aide d'une clôture d'au moins 2,00 m de hauteur, son franchissement par des tiers non autorisés supposant une volonté d'effraction.

Une clôture complémentaire devra être installée pour rendre le chantier indépendant vis-à-vis des personnes non Autorisées.

L'entreprise réalisant la clôture aura à sa charge le portail d'accès véhicules et le portillon d'accès piétons avec système de fermeture (verrouillage) à code ainsi que l'entretien ou le déplacement éventuel dans le cadre de modification de L'emprise de la zone des travaux.


Elle assurera chaque jour l'ouverture et la fermeture de l'accès chantier en début et en fin de journée. Chaque intervenant est tenu à la fermeture du chantier à chacun de ses passages.

## Stockage des Terres

Une partie des terres des différents terrassements sera stockée sur une zone définie sur le plan d'installation de chantier pour une réutilisation sur le site. Les excédents de terres seront évacués en décharge.

## Affectation des installations de chantier

Les installations de chantier seront réalisées suivant le détail du tableau ci-après :

Nature de l'installation	Réalisée par	A charge
Sanitaires (lavabos, eau pour se laver, moyens de nettoyage, séchage ou essuyage), cabinets d'aisance (W-C, urinoirs), douches Ensemble des équipements communs à toutes les entreprises conformément à la réglementation en vigueur <b>Voir recommandation covid 19)</b>	<b>Toutes entreprises intervenante</b>	<b>Chaque entreprise</b>
Salle de réunion commune pour les réunions de chantier <b>Voir recommandation covid 19)</b>	<b>Toutes entreprises intervenante</b>	<b>Chaque entreprise</b>
Vestiaires, réfectoires pour environ 15 personnes <b>Voir recommandation covid 19)</b>	<b>Toutes entreprises intervenante</b>	<b>Chaque entreprise</b>
Consignes d'alerte Bureau (consignes et directives affichées) <b>Voir recommandation covid 19)</b> 	<b>Toutes entreprises intervenantes</b>	<b>Chaque entreprise</b>
En cas de non-respect de la propreté du chantier l'entreprise principal devra réaliser le nettoyage du chantier et les frais seront imputés au compte interentreprises si les entreprises responsables sont identifiées ou au compte prorata dans l'impossibilité de déterminer les responsables. Le maître d'ouvrage ou Le maître d'œuvre auront autorité pour ordonner le nettoyage du chantier	<b>Lot PRINCIPAL</b>	<b>Tous corps d'état Compte prorata</b>





## Dimensionnement du cantonnement

Le cantonnement sera dimensionné en fonction de l'effectif de pointe du chantier.

Les effectifs seront précisés au cours de la période de préparation, en fonction du nombre d'heures affecté au chantier. Par chaque entreprise et en fonction du calendrier d'exécution des travaux.

VESTIAIRES	
Chantier de moins de 4 mois	Chantier de plus de 4 mois
<p>Local vestiaire (article R4534-139 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Éclairé</li> <li>Convenablement aéré</li> <li>Chauffé en saison</li> <li>Équipé d'armoires individuelles (ou à défaut de patères si chantier exigé)</li> <li>Nettoyé une fois par jour</li> <li>Exempt de tout stockage de produits et matériaux</li> <li>Muni de siège en nombre suffisant</li> </ul> <p>Si ces installations ne sont pas adaptées à la nature du chantier (ex: chantier mobile), possibilité d'utiliser des véhicules de chantier aménagés permettant aux salariés de disposer de vestiaires, cabinets d'aisance et douches si possible (article R4534-140 )</p>	<p>Vestiaires et lavabos installés dans un local spécial à proximité du passage des travailleurs article R4228-2</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Éclairé</li> <li>Chauffé article R4228-4</li> <li>Sol et parois facilement nettoyables article R4228-3</li> <li>Aéré articles R4222-4 à R4222-17, R4222-20 et R4222-21, R4228-4</li> <li>Maintenu en état constant de propreté</li> <li>Installations séparées si personnel mixte article R4228-5</li> <li>Si vestiaire et lavabos dans locaux séparés, communication entre eux sans passer par l'extérieur ni par les lieux de travail et de stockage</li> <li>La surface des vestiaires sera d'au moins 1m² par salarié article R4228-6, ED950 de l'INRS</li> <li>Sièges en nombre suffisant</li> <li>Armoires individuelles : <ul style="list-style-type: none"> <li>o ininflammables</li> <li>o à double compartiment</li> <li>o munies de serrure ou cadenas</li> </ul> </li> </ul> <p><b>NOUVEAU 2016 :</b> Pour les travailleurs qui ne sont pas obligés de porter des vêtements de travail spécifique ou des EPI, l'employeur peut mettre à disposition un meuble de rangement sécurisé dédié aux effets personnels à proximité de leur poste de travail</p>



## LAVABOS

### Chantier de moins de 4 mois

Lavabos ou rampes (article R4535-141):

- 1 orifice pour 10 travailleurs
- Eau potable
- Si possible à température réglable
- Moyens de nettoyage
- Moyens de séchage ou d'essuyage appropriés, entretenus et chargés chaque fois que nécessaire

### Chantier de plus de 4 mois

Lavabos (article R4228-7):

- 1 lavabo pour 10 travailleurs
- Eau potable
- Température réglable
- Moyens de nettoyage
- Moyens de séchage ou d'essuyage appropriés, entretenus et chargés chaque fois que nécessaire

## DOUCHES

### Tous les chantiers

Obligatoires pour tous chantiers où s'effectuent des travaux insalubres ou salissants listés à l'annexe de l'arrêté du 23/07/1647 modifié (article R4228-8). Exemple: travaux au jet de sable, travaux exposant aux poussières d'amiante, au plomb, etc. ...

L'arrêté précise que les douches seront installées dans des cabines individuelles à raison d'au moins une pomme pour huit personnes.

## CABINETS D'AISANCE/URINOIRS

### Tous les chantiers

Obligations identiques pour les 2 types de chantiers(plus ou moins 4 mois) (articles R4228-10 à R4228-15 et R4534-144):

- 1 cabinet et 1 urinoir pour 20 hommes et 2 cabinets pour 20 femmes (L'effectif pris en compte est le nombre maximal de travailleurs présents simultanément dans l'établissement ou le chantier)
- Les cabinets d'aisance pour le personnel féminin comportent un récipient pour garnitures périodiques
- Chasse d'eau
- Eclairage
- Chauffage en saison froide
- Sols et parois imperméables et facilement nettoyables
- Portes pleines munies d'un loquet intérieur décondamnable de l'extérieur
- Evacuation des effluents conformes aux règlements sanitaires
- Absence de dégagement d'odeurs et aération conforme aux articles R4222-4 à R4222-10, R4412-149 et R4412-50, R4222-11 à R4222-17 et R4222-21
- Papier hygiénique
- Installations séparées en cas de personnel mixte
- L'employeur ou le responsable de chantier fait procéder au nettoyage et à la désinfection des cabinets d'aisance et des urinoirs au moins une fois par jour

**Remarque du cps pour le covid et la base vie a appliquer dans le contexte pandémie "COVID 19"**



Le nombre d'occupants est organisé et affiché à l'entrée du local

Nettoyés 1 fois par jour (2 fois si nécessaire)

Les produits d'hygiène et d'entretien sont en place (contrôlés chaque jour)

Distance entre intervenants selon version du guide OPBBTP en vigueur

Un robinet d'eau potable, fraîche et chaude pour 10 personnes prenant leur repas.

Tables et sièges en nombre suffisant, lavables

Point de chauffe avec meuble, garde-manger (Réfrigérateur).

Convenablement aérés ; Chauffés en saison froide refroidi en période chaude

Poubelle en place

Trousse de secours en place

Exempts de tout stockage de produits et matériaux

Un point de lavage des mains est accessible avant d'entrer dans le local

Port du masque respiratoire

Distance entre intervenants selon version du guide OPBBTP en vigueur

Les produits d'hygiène et d'entretien sont en place (contrôlés chaque jour)

REFECTOIRES	
Chantier de moins de 4 mois	Chantier de plus de 4 mois
<p>Si des travailleurs prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un local spécial (article R4534-142) :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Tables + chaises en nombre suffisant</li><li>• Réchaud</li><li>• Garde-manger</li><li>• Réfrigérateur si possible</li><li>• Maintien en état constant de propreté</li></ul>	<p>Si moins de 25 travailleurs prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un emplacement de restauration présentant de bonnes conditions d'hygiène et sécurité, soit au minimum (articles R4228-23 à R4228-24 et article R4534-142) :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Tables + chaises</li><li>• Réchaud</li><li>• Garde-manger</li><li>• Réfrigérateur si possible</li><li>• Maintien en état constant de propreté</li></ul> <p>Si 25 travailleurs au moins prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un local de restauration (articles R4228-22 et R4228-24) :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Tables + chaises en nombre suffisant</li><li>• Réchaud</li><li>• Réfrigérateur</li><li>• 1 robinet d'eau potable, fraîche et chaude pour 10 usagers</li><li>• Nettoyage du local et des équipements après chaque repas</li></ul> <p>* La norme générale de surface est de 1,30m<sup>2</sup> par place assise.</p>



## EAU / BOISSONS

### Tous les chantiers

Mise à disposition de 3 litres par jour et par travailleur d'eau potable et fraîche pour la boisson (articles R4534-143 et R4225-2)



**La possibilité de se laver les mains avec l'accès à un point d'eau et du savon est une condition incontournable pour autoriser l'activité.**

## Repas

**Demandé à Vos compagnons de prévoir des repas froids afin d'éviter l'utilisation commune du micro-onde**

**L'utilisation du frigo est également à proscrire !**

**Si possible l'entreprise fournie une glacière et un thermos a gobelet a chacun de nos employés.**

**Les repas seront pris avec un minimum de distance nous limiterons l'utilisation d'un bungalow , afin de garder un maximum de distance de sécurité.**

### **Vestiaire :**

**Les salariés auront pour consignes d'arriver en tenue sur chantier, ceci afin d'éviter le contact des hommes et des habits, et donc la diffusion du virus.**

**Toutefois des vestiaires restent a disposition des personnes repartant avec leur véhicule personnel et souhaitant se changer.**

**L'utilisation de ce vestiaire sera soumise au respect des règles de distanciation sociales et de bonnes pratiques (voir annexe suivante qui sera affichée)**

**vérifier régulièrement le nettoyage des locaux**

### **Compléments / renforcements des règles d'hygiènes**

- **Lavage des mains a l'arrivé et au départ du chantier**
- **Lavage des mains avant et après la pause déjeuner**
- **Lavage des mains après chaque passage aux sanitaires**
- **Lavage des mains a chaque fois que l'on quitte ses gants de protection**
- **Eternuer dans son coude ou dans un mouchoir a usage unique**



- **NE PAS SE TOUCHER LE VISAGE** (pour les fumeurs, encore plus de vigilance, se désinfecter les mains après enlèvement des gants)

## Protection contre l'incendie des locaux réservés au personnel

Des extincteurs portatifs dûment contrôlés, adaptés aux locaux et aux risques seront prévus dans les locaux réservés au personnel.

## Secours

Les consignes d'alerte des secours seront affichées dans bureau de chantier et tous les chefs d'équipes de tous les corps d'état devront être équipés de téléphone portable.

## Rappel obligations covid 19

– Les chefs d'entreprises s'assurent que les services de l'État garantissent la capacité des services de secours à intervenir en cas d'accident sur les chantiers avant leur ouverture. À ce titre, les maîtres d'ouvrage informent les services de secours/services de l'État de leur volonté de réouvrir les chantiers.

Il reviendra aux services de l'État de confirmer quotidiennement au maître d'ouvrage leur capacité à assurer les interventions d'urgence en cas d'accident sur chantier ou d'informer dans les meilleurs délais le maître d'ouvrage de leur incapacité à assurer ces interventions.

L'information sera publiée sur les sites internet des préfectures chaque jour à 16h pour les disponibilités du lendemain.

La mise à disposition d'un réfrigérateur est de rigueur notamment en période de canicule.

## Protection contre l'incendie des locaux réservés au personnel

Des extincteurs portatifs dûment contrôlés, adaptés aux locaux et aux risques seront prévus dans les locaux réservés au personnel.

## Secours

Les consignes d'alerte des secours seront affichées dans bureau de chantier et tous les chefs d'équipes de tous les corps d'état devront être équipés de téléphone portable.

## Nettoyage et entretien du cantonnement

Le nettoyage quotidien et l'entretien du cantonnement seront réalisés par les entreprises concernées par le tableau suivant :

Nature de l'intervention	Réalisée par	A charge
Nettoyage quotidien des locaux communs et des installations communes d'hygiène	Toutes entreprises intervenante	Chaque entreprise
Fourniture de consommables (savons, essuie-mains, papiers toilette)	Toutes entreprises intervenante	Chaque entreprise





## AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES ET DEMARCHES DIVERSES

Les autorisations administratives et démarches diverses seront réalisées par les entreprises concernées de la colonne de droite du tableau suivant :

Démarches administratives	Services concernés	Réalisées par :
D.I.C.T. sur les réseaux des concessionnaires	Ensemble des concessionnaires	Toutes les entreprises concernées par des travaux effectués au voisinage des ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques.
Envoi du PPSPS du lot principal	- Inspection du Travail - CARSAT/CRAM - OPPBTP	Lot PRINCIPAL 03
Autorisation d'installation de grue à tour suivant arrêté municipal du 14 mars 2003	Commune de SAINT CLAIR DU RHONE	Lot PRINCIPAL 03
Autorisation de voirie pour travaux sur la voie publique	Services techniques ville de SAINT CLAIR DU RHONE	, Lot PRINCIPAL 03
Servitudes aériennes	Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC)	Sans Objet
Arrêté de Restriction de Circulation	Services techniques ville de SAINT CLAIR DU RHONE	Lot PRINCIPAL 03



## Mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et les sujétions qui en découlent

### VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES ET VERTICALES

#### Généralités

Les zones de circulation menant aux bâtiments devront être maintenues dégagées de tous matériaux et matériels.

L'accès au chantier des véhicules particuliers est interdit en dehors des zones parking réservées à cet effet.

#### Circulations des piétons

**Les circulations piétonnes seront différenciées des zones d'évolution des engins et véhicules.** Une matérialisation physique sera mise en place dès le début des travaux par l'entreprise titulaires du **lot GROS OEUVRE**. Les cheminements vers les cantonnements seront protégés vis-à-vis des travaux à effectuer, drainés, maintenus propres et mèneront directement à l'extérieur des chantiers.



#### Circulations horizontales et verticales

Circulations horizontales : Les cheminements entre les constructions seront dégagés de tout stockage afin de permettre les évolutions des engins de manutentions.

En cas de dégradation de la couche de forme le **Lot PRINCIPAL** devra la remettre en forme

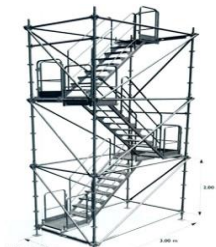
Organisation concernée	Mesures de Coordination	Lot concerné
Plan de circulation piétons et véhicules (Voir recommandation covid 19)	Un plan de circulation adapté aux différentes configurations du chantier sera établi lors de la phase préparation du chantier	Toutes entreprises
Aménagements des entrées dans le bâtiment (Voir recommandation covid 19)	Les accès au niveau des entrées des bâtiments seront aménagés de manière à : - Protéger les ouvriers contre tout risque de chute d'objet au droit de la façade. Le coordonnateur SPS demande qu'il soit mis en place une galerie protégée si l'accès est trop proche d'une cage d'escalier ou sous les façades en construction - Permettre l'évolution des chariots et transpalettes, les éventuels dénivelés seront compensés par mise en place de rampe permettant l'utilisation de ce type de matériel	Toutes entreprises



### Circulations verticales

Les escaliers (en béton) définitifs seront posés au fur et à mesure de l'exécution des planchers afin de limiter le recours aux échelles.

Dans le cas où ceux-ci ne peuvent être installés immédiatement, les accès provisoires aux différents niveaux seront mis en place pour chaque trémie d'escalier de telle sorte qu'elles puissent satisfaire aux exigences de sécurité jusqu'à la mise en place des escaliers définitifs. (Mis en place par Lot PRINCIPAL ) **ESCALIERS DE CHANTIER**



Les accès ponctuels en toiture (après réalisation de la couverture) se feront par les châssis avec utilisation des systèmes d'ancrage mis en place

<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesures de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Plan de circulation piétons et véhicules	Un plan de circulation adapté aux différentes configurations du chantier sera établi lors de la phase préparation du chantier	<b>Lot PRINCIPAL</b>
Aménagements des entrées dans le bâtiment	Les accès au niveau des entrées des bâtiments seront aménagés de manière à : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Protéger les ouvriers contre tout risque de chute d'objet au droit de la façade. Le coordonnateur SPS demande qu'il soit mis en place une galerie protégée si l'accès est trop proche d'une cage d'escalier ou sous les façades en construction</li> <li>- Permettre l'évolution des chariots et transpalettes, les éventuels dénivelés seront compensés par mise en place de rampe permettant l'utilisation de ce type de matériel</li> </ul>	<b>Lot PRINCIPAL</b>
Aménagements des accès pour les engins et le personnel	Durant les périodes de gel et de pluie, l'entreprise prendra toutes les dispositions pour limiter les risques de chutes et de glissades sur l'ensemble des accès.	<b>Lot PRINCIPAL</b>
Aménagements des rampes d'accès	Les rampes seront réalisées en matériaux stables, et pour éviter leur détérioration par d'autres corps d'état (réseaux), des fourreaux seront positionnés en attente.	<b>Lot PRINCIPAL</b>
Maintien en place de la continuité des protections collectives au niveau des circulations horizontales et verticales	Obligation d'assurer la continuité des protections collectives : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Protection provisoire fixée en retrait sur l'embranchement ou sur palier</li> <li>- Protection définitive fixée sur le limon</li> </ul>	<b>Lot PRINCIPAL</b>

### CONDITIONS DE MANUTENTION DES MATERIAUX ET MATERIELS, UTILISATION DES ENGINS DE LEVAGE

#### **Recommandation covid 19**

**Dans le cas d'une utilisation partagée de véhicule et pour les engins, prévoir la désinfection des surfaces de contact entre utilisateurs (volant, boutons de commande, poignée de changement de vitesse...) et la mise à disposition de lingettes désinfectantes et de gel ou de solution hydroalcoolique**



## Généralités

Les entreprises tiendront compte dans leur installation de grue ou engins de levage, des dispositions réglementaires et des recommandations de la CNAM.

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Utilisation d'un appareil de levage en commun  <b>(Recommandation covid 19)</b>  <b>Dans le cas d'une utilisation partagée de véhicule et pour les engins, prévoir la désinfection des surfaces de contact entre utilisateurs (volant, boutons de commande, poignée de changement de vitesse...) et la mise à disposition de lingettes désinfectantes et de gel ou de solution hydroalcoolique</b>	En phase préparation de chantier, il sera étudié les conditions d'utilisation commune d'un appareil de levage et arrêté une <b>convention interentreprises</b>	<b>Les entreprises concernées par des manutentions</b>
Introduction et installation d'un appareil de levage et de manutention	Chaque entreprise devra prévoir des appareils adaptés à son intervention. Toute utilisation d'un dispositif ou engin de levage envisagé devra être abordé au cours de la visite d'inspection commune et, les moyens nécessaires à la mécanisation des manutentions seront définis dans le PPSPS de l'entreprise	Les entreprises concernées
Interférence des appareils de levage	Le planning des travaux sera organisé afin d'éviter les interférences entre appareils de levage En cas d'impossibilité un dispositif de gestion des interférences et des zones interdites sera mis en place Il est interdit à toute entreprise intervenante d'introduire un appareil de levage sans étude préalable des interférences	Les entreprises concernées

## Grues à tour : à montage par éléments (GME) et à montage automatisé (GMA)

L'entreprise utilisatrice de grue à tour intégrera, en phase préparation de chantier, les dispositions énoncées dans la recommandation R. 406 de la CNAMTS (prévention du risque de renversement des grues à tour sous l'effet du vent).

Pour cela, elle se fera assister par un organisme compétent qui :

- Déterminera l'existence d'un risque d'action particulière du vent sur la grue à tour due aux constructions environnantes, et à l'ouvrage à construire, ou à la topographie du site (examen environnemental du site suivant article R. 4323-46 du code du travail et la recommandation R. 406 de la CNAMTS) ;
- S'assurera de la stabilité des massifs ou de la voie de grue (avis de stabilité et inspection des ouvrages de fondation des grues suivant article R. 4323-29 du code du travail) ;
- Vérifiera la conformité de la grue à tour aux prescriptions réglementaires d'une part, et aux dispositions particulières de la recommandation R 406 de la CNAMTS d'autre part, (vérification avant mise en service suivant arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2004).

Le rapport de l'organisme sera présenté au coordonnateur S.P.S. avant la mise en service de l'appareil.

Il y a lieu de prendre en compte des éventuelles prescriptions ou restrictions mentionnées dans l'arrêté de permis de construire.



## Grues mobiles :

La recommandation de la CNAMTS R. 383 modifiée, l'utilisation de grues mobiles est applicable en ce qui concerne :

- la procédure de délivrance par l'employeur d'une autorisation de conduite.
- les conditions d'obtention d'un certificat d'aptitude à la conduite en sécurité (CACES) ;

Le carnet de maintenance de l'appareil conforme à l'arrêté du 2 mars 2004, sera tenu à disposition dans l'appareil.

## Grues auxiliaires de chargement de véhicules :

La recommandation CNAMTS R. 390, « utilisation de grues auxiliaires de chargement de véhicules » est applicable.

Les grues auxiliaires de chargement de véhicules devront être vérifiées conformément à l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2004, avant leur mise en service sur le chantier, 1 exemplaire du rapport sera tenu à disposition dans le véhicule.

Le carnet de maintenance de l'appareil conforme à l'arrêté du 2 mars 2004, sera aussi tenu à disposition.

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Utilisation d'un appareil de levage en commun	En phase préparation de chantier, il sera étudié les conditions d'utilisation commune d'un appareil de levage et arrêté une <b>convention interentreprises</b>	Les entreprises concernées par des manutentions
Introduction et installation d'un appareil de levage et de manutention	Chaque entreprise devra prévoir des appareils adaptés à son intervention. Toute utilisation d'un dispositif ou engin de levage envisagé devra être abordé au cours de la visite d'inspection commune et, les moyens nécessaires à la mécanisation des manutentions seront définis dans le PPSPS de l'entreprise	Les entreprises concernées
Interférence des appareils de levage	Le planning des travaux sera organisé afin d'éviter les interférences entre appareils de levage En cas d'impossibilité un dispositif de gestion des interférences et des zones interdites sera mis en place Il est interdit à toute entreprise intervenante d'introduire un appareil de levage sans étude préalable des interférences	Les entreprises concernées

## Vérification des appareils et des accessoires de levage

**L'ensemble des appareils de levage devra être vérifié conformément aux arrêtés du 1<sup>er</sup>, 2 et 3 mars 2004, avant leur mise en service sur le chantier. Les rapports de vérification devront être communiqués au coordonnateur SPS et disponible sur le chantier ou sur l'appareil.**

Les accessoires ou appareils de levage (chaînes, crochets, pinces, etc.) doivent être :

- Compatibles avec les engins utilisés et les charges à manutentionner ;
- Comporter l'indication de la C.M.U. (charge maximale d'utilisation) ;
- Périodiquement vérifiées.

## Autorisation de conduite

La conduite des équipements de travail mobiles automoteurs et des équipements de travail servant au levage ne peut être confiée qu'à des travailleurs ayant été reconnus aptes médicalement et ayant reçu une formation en matière de sécurité adéquate.

**Chaque conducteur devra être en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.**

## Limitation du recours aux manutentions manuelles

**Voir recommandation covid 19)**

**Organiser la réception des matériaux et matériels de façon à éviter tout contact physique**



Les entreprises intervenantes devront prendre toutes les mesures nécessaires d'organisation afin de limiter au maximum le recours aux manutentions manuelles. En tout état de cause un travailleur ne peut être admis à porter des charges excédent un poids de 50 kg.

Lorsqu'une manutention manuelle ne peut être évitée, le chef d'entreprise doit évaluer les risques que font encourir ces manutentions pour la sécurité et la santé des travailleurs et organiser les postes de travail de façon à limiter ces risques (aide à la manutention mécanique, accessoire de manutention, etc.).

## Manutentions mécaniques à partir d'un engin de terrassement

Les engins de terrassement ne peuvent effectuer des opérations de levage que s'ils sont équipés de dispositifs de sécurité sur les organes de relevage et d'un système d'accrochage de la charge s'opposant à un décrochage accidentel.

## APPROVISIONNEMENTS, DELIMITATION ET AMENAGEMENT DES ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES MATERIAUX

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Besoins en surface de stockage et surface de magasins	Les entreprises devront formuler leurs besoins au cours de la phase préparation du chantier	Tout corps d'état
Dispositions pour les approvisionnements du matériel et des matériaux sur le chantier	Les fournisseurs seront informés sur les personnes à contacter sur le chantier et sur les modalités pour accéder au chantier  L'entreprise concernée devra prendre en charge le fournisseur à son arrivée à l'entrée du chantier et effectuer un contrôle du matériel et matériaux livrés	Tout corps d'état

## Approvisionnement

Les matériels et matériaux devront être distribués sur les postes de travail au fur et à mesure des approvisionnements.

**(Voir recommandation covid 19)**

**Organiser la réception des matériaux et matériels de façon à éviter tout contact physique.**

**Port d'un masque de protection respiratoire :**

**Le port du masque et des lunettes est obligatoire dans les cas suivants :**

**Travail à moins d'un mètre d'une autre personne : port d'un masque de type à usage non-sanitaire de catégorie 1 (filtration supérieure ou égale à 90% « masques individuels à usage des professionnels en contact avec le public » selon la note DGS/DGE/DGT du 29 mars 2020), de type FFP1, de type chirurgical ou de protection supérieure**

## Magasins

Les entreprises auront la possibilité d'aménager, à titre provisoire, des magasins sur les aires prévues à cet effet sur le plan d'installation de chantier.

Les aménagements et la remise en état de la zone dans laquelle ils ont été créés sont à la charge de l'entreprise qui les installe.

Le stockage de produits dangereux dans les locaux est interdit.

Chaque magasin devra être identifié par le nom de l'entreprise.

Chaque entreprise aura à sa charge la mise en place des moyens de lutte contre l'incendie dans ses magasins.

Les entreprises seront tenues de libérer les zones en fonction de l'avancement des travaux.






## AMIANTE /PLOMB

### CONDITIONS DE STOCKAGE, D'ELIMINATION, D'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES

#### Evacuation des déchets

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Goulottes à gravats	Mise en place de goulottes pour évacuation des gravats des étages. L'évacuation des gravats par les trémies étant interdite	Tout corps d'état
Nettoyage quotidien des zones de travail <b>(Voir recommandation covid 19)</b>	Chaque entreprise est chargée quotidiennement d'assurer le nettoyage de ses zones de travail  Nettoyez régulièrement les surfaces et lieux collectifs (tables, poignées...) ainsi que les équipements individuels (téléphone, lunettes, bouchons d'oreilles...).	Tout corps d'état
En cas de manquement d'une entreprise pour le nettoyage de ses zones de travail	<b>Rappel :</b> Le Maître d'œuvre ou le coordonnateur SPS pourra demander à l'entrepreneur du lot principal de procéder au nettoyage aux frais de l'entreprise défaillante	Tout corps d'état

### CONDITIONS D'ENLEVEMENT DES MATERIAUX DANGEREUX

#### Matières et substances dangereuses

Le traitement de ces déchets industriels spéciaux ou dangereux (DIS) est à la charge des entreprises qui les produisent. Ils sont destinés aux centres de classe 1 (bois traités, pinceaux souillés, peinture...).

Ces produits ne devront pas être mélangés aux gravats ordinaires mais évacués par une filière spécifique.

Tout entrepreneur informera préalablement à l'utilisation de telles substances le coordonnateur SPS. Cette information se fera au cours de la visite d'inspection commune et l'entreprise concernée en fera état dans son PPSPS.

Chaque entreprise concernée établira un bordereau de suivi des déchets industriels spéciaux et assurera l'évacuation des produits suivant les indications du fabricant.

#### Déchets, décombres, gravats présentant un risque particulier

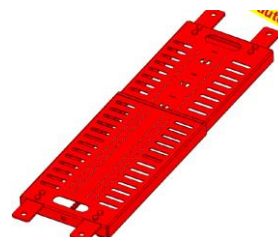
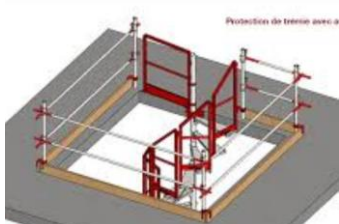
Les déchets, décombres et gravats présentant des risques particuliers (amiante, plomb...) seront évacués vers un centre de traitement des déchets de classe 1 ou 3 avec bordereau de suivi des déchets.

### PROTECTIONS COLLECTIVES

Les protections collectives seront adaptées de telle sorte qu'elles ne soient pas démontées pour la mise en place des éléments définitifs. Ce principe concerne les ouvertures en façade, en plancher ou sur les escaliers (ex : pour les ouvertures en façade et si l'allège n'est pas à la hauteur réglementaire la lisse reconstituant la protection sera placée en tableaux).



Pour les réservations, l'entrepreneur du **LOT principal** devra mettre en place des dispositifs d'obturation arasant les planchers (platelages).



L'ensemble des trémies et réservations dont une dimension est supérieure à 0,80 m devra être protégé au moyen de garde-corps complets (main courante hauteur comprise entre 1,00 m et 1,10 m, lisse intermédiaire à mi-hauteur et plinthe de butée de 10 à 15 cm)..

Dès que possible, les réservations seront bouchées et les protections définitives mises en place.

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Mise en place, entretien et maintenance des protections collectives à l'intérieur du bâtiment et ses abords	Les protections collectives seront étudiées avec les entreprises, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS en recherchant une utilisation commune avec les corps d'état concernés	<b>Lot PRINCIPAL</b>
Dans le cas où une entreprise doit déplacer les protections collectives pour les besoins de ses travaux, elle devra la remplacer pendant ses interventions par un dispositif assurant une protection équivalente	Chaque entreprise à l'issue de ses interventions devra rétablir une protection collective de degré au moins équivalent à celle mise en place initialement.	<b>Tout corps d'état</b>
Dans le cas de manquement à ses obligations par une entreprise intervenante	<b>En cas de manquement de la consigne, la maîtrise d'œuvre ou le coordonnateur SPS pourront demander de réaliser au lot go la remise en place des protections collectives, et les frais seront imputés aux entreprises défaillantes</b>	<b>Tout corps d'état</b>



## TRAVAIL EN HAUTEUR

Suivant le décret n° 2004-924 du 1<sup>er</sup> septembre 2004, les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisées comme poste de travail, sauf en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement de protection collective.

<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Travaux de faible hauteur	Plates-formes individuelles roulantes (PIR) seront utilisées pour des hauteurs jusqu'à 2,50 m.	<b>Tout corps d'état</b>
Hauteur > de 2,50 m	Au-delà d'une hauteur de 2,50 m, l'utilisation d'un échafaudage roulant, fixe ou d'une nacelle sera imposée en fonction de son utilisation et des hauteurs d'intervention	<b>Tout corps d'état</b>
Utilisation partagée d'un échafaudage	Chaque entreprise devra avoir son propre matériel, et dans le cas d'une utilisation partagée d'un échafaudage, l'entreprise utilisatrice devra réceptionner les installations avant utilisation en tenant compte des conditions dans lesquelles il l'utilise effectivement.  Une convention de prêt entre les entreprises concernées sera établie	<b>Tout corps d'état</b>



TRAVAUX AMIANTE PLOMB

TRAVAUX DE DESAMIANPAGE

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
<p>Travaux de retrait ou d'encapsulage d'amiante et de matériaux, d'équipements et de matériels ou d'articles en contenant</p> <p>Interventions sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres</p>	<p>L'entreprise effectuant le retrait de l'amiante devra certifiée et son personnel formé.</p> <p>L'ensemble des travaux présentant un risque d'exposition à l'amiante devra être réalisé dans des zones totalement isolées sans aucune co-activité.</p> <p>L'ensemble des procédures de dépose, d'évacuation et de suivi des déchets concernés devra impérativement suivre la Section 3 : Risque d'exposition à l'amiante, articles R. 4412-94 à 148 du code du travail.</p>	<p>Lot DESAMIANPAGE</p>
<p>Etablissement d'un plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage (sous-section 3)</p>	<p>L'entreprise établit un plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage en fonction de l'évaluation des risques et conformément aux articles R. 4412-133 à 138 du code du travail issu du décret n° 2012-639 du 4 mai 2012, en précisant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le type et les quantités d'amiante manipulés ;</li> <li>- Le lieu où les travaux sont réalisés, la date de commencement, la durée probable et le nombre de travailleurs impliqués ;</li> <li>- Les méthodes de mise en œuvre lorsque les travaux impliquent la manipulation d'amiante ou de matériaux en contenant ;</li> <li>- Les caractéristiques des équipements à utiliser pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité des travaux ;</li> <li>- La fréquence et les modalités des contrôles réalisés sur le chantier ;</li> <li>- Les durées et temps déterminés en tenant compte de la pénibilité de chaque tâche ;</li> <li>- .../...</li> </ul> <p>Le plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage établi par l'entreprise sera adressé à l'inspection du travail et aux organismes de prévention, 1 mois avant le démarrage des travaux.</p>	<p>Lot DESAMIANPAGE</p>
<p>Etablissement d'un mode opératoire (sous-section 4)</p>	<p>L'entreprise établit un mode opératoire dans le cadre des dispositions particulières aux activités et interventions sur des matériaux ou appareils susceptibles de libérer des fibres d'amiante conformément aux articles R. 4412-145 à 148 du code du travail issu du décret n° 2012-639 du 4 mai 2012, en précisant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La nature de l'intervention ;</li> <li>- Les matériaux concernés ;</li> <li>- La fréquence et les modalités de contrôle du niveau d'empoussièrement du processus mis en œuvre et du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle ;</li> <li>- Le descriptif des méthodes de travail et moyens techniques mis en œuvre ;</li> <li>- Les notices de poste prévues à l'article R. 4412 -39 ;</li> <li>- Les caractéristiques des équipements utilisés pour</li> </ul>	<p>Lot CONCERNE</p>



Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
	<p>la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité de l'intervention ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Les procédures de décontamination des travailleurs et des équipements ;</li> <li>– Les procédures de gestion des déchets ;</li> <li>– Les durées et temps de travail déterminés en application des articles R. 4412-118 et R. 4412-119.</li> </ul> <p>Le mode opératoire est transmis avant sa 1<sup>ère</sup> mise en œuvre, à l'inspection du travail, à la CARSAT et, le cas échéant à l'OPPBT. Une nouvelle transmission est effectuée lors de tout changement important des méthodes de travail mises en œuvre et des équipements de protection utilisés.</p>	
Mesures de prélèvement atmosphérique	<p>Des mesures réalisées sur prélèvement atmosphérique seront réalisées par l'entreprise effectuant les travaux de désamiantage de manière à déterminer le niveau d'empoussièrement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Pendant les travaux de désamiantage, mesures de l'exposition du personnel manipulant ou intervenant sur ou à proximité de matériaux contenant de l'amiante suivant la VLEP de l'article R. 4412-100 du code du travail ;</li> <li>– Avant démantèlement du confinement, prélèvement d'air en zone confinée : « contrôle de première restitution » suivant article R. 1334-18 du code de la santé publique.</li> </ul>	<p>Lot DESAMANTAGE</p> <p>LOT intervenant en sous section IV</p>
Mesures de prélèvement atmosphérique dues par le maître d'ouvrage	<p>Des mesures de prélèvement atmosphérique seront réalisées par le maître d'ouvrage, dans le cadre de son évaluation des risques et de son devoir d'information :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Après intervention en sous-section 3, et avant prise de possession des lieux par les entreprises de Corps d'Etat Secondaires, mesure communément appelée « fin de chantier amiante »;</li> <li>• Avant restitution des lieux au public dans le cadre d'un ERP ou aux travailleurs dans le cadre d'un établissement lieu de travail (occupants habituels des locaux) : « Mesure dite de 2<sup>ème</sup> restitution » suivant article R. 1334-29-3 du code de la santé publique / MPCA Listes A &amp; B.</li> </ul>	Maître d'Ouvrage



## TRAVAUX DE TRAITEMENT DU PLOMB

Application des prescriptions de l'ED909

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
<p>Travaux de retrait et de matériaux, d'équipements et de matériels ou d'articles contenant du plomb</p> <p>Interventions sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres</p>	<p>L'entreprise effectuant le retrait du plomb devra :</p> <p>L'employeur est tenu d'organiser, en liaison avec le CHSCT ou, à défaut les délégués du personnel et avec le médecin du travail, une formation à la sécurité et une information, pour les travailleurs susceptibles d'être exposés à l'action d'agent cancérogènes, mutagènes et toxiques pour la reproduction, dont le plomb fait partie.</p> <p>Formation et information sur les risques liés à cette exposition doivent être renouvelées périodiquement, et adaptées à l'évolution du risque (art.R.4412-38, R.4412-86, R.4412-93) .</p> <p>Une notice doit être adaptée à chaque poste de travail (art. R.4412-39)</p>	<p>Lot désigné pour travailler sur les matériaux contenant du plomb</p>
<p>Etablissement d'un mode opératoire</p>	<p>L'entreprise établit un mode en précisant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La nature de l'intervention ;</li> <li>- Les matériaux concernés ;</li> <li>- Le descriptif des méthodes de travail et moyens techniques mis en œuvre ;</li> <li>- Les notices de poste prévues à l'article R. 4412 -39 ;</li> <li>- Les caractéristiques des équipements utilisés pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité de l'intervention ;</li> <li>- Les procédures de décontamination des travailleurs et des équipements ;</li> <li>- Les procédures de gestion des déchets ;</li> </ul>	<p>Lot concerné par l'intervention en sous section IV</p>
<p>Contrôle de l'exposition des travailleurs au plomb</p>	<p>Les contrôles sont à la charge de l'entreprise et doivent être pratiqués par un organisme agréé par arrêté ministériel.</p> <p><b>Contrôle initial :</b></p> <p>Un contrôle initial doit être obligatoirement effectué. Il comporte :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Une mesure de la concentration en vapeurs, fumées ou poussières de plomb de l'air inhalé par un travailleur. Cette concentration ne doit pas dépasser 0.10 mg/m3 en moyenne pour 8 heures. En cas de travaux occasionnels, susceptibles de provoquer un dépassement de cette concentration limite, le médecin donne à l'employeur un avis sur les mesures destinées à assurer la protection des travailleurs.</li> </ul> <p>Ce contrôle doit être renouvelé lors de la survenue d'un incident ou changement notable apporté aux installations ou au procédé de travail.</p> <p><b>Contrôle Ulérieurs :</b></p> <p>Des contrôles ultérieurs seront effectués selon des périodicités établies en fonction du niveau de concentration atteint et des valeurs de plombémie</p> <p><b>Modalités des contrôles atmosphériques :</b></p> <p>Les modalités des contrôles atmosphériques sont définies</p>	<p>Lot concerné par l'intervention en sous section IV</p>





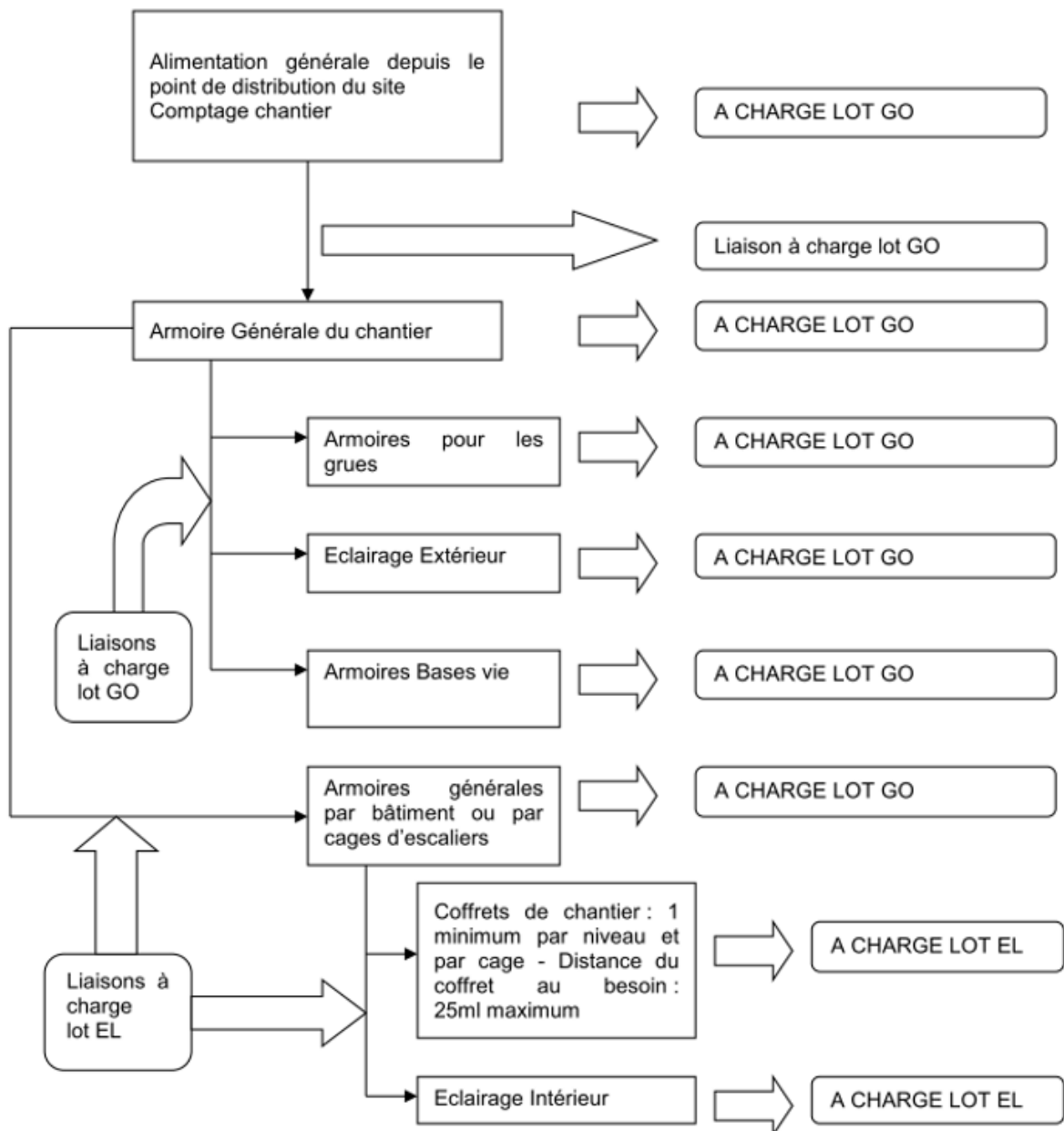
Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
	dans un document établi par l'employeur après avis du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou à défaut des délégués du personnel, ainsi que du médecin du travail.	
Surveillance Médicale	<ul style="list-style-type: none"> <li>Un travailleur ne peut être affecté à des travaux mettant en œuvre du plomb que s'il a fait l'objet d'un examen préalable par le médecin du travail, comprenant un examen clinique et une surveillance biologique, et si la fiche d'aptitude atteste qu'il ne présente pas de contre indication médicale à ces travaux (art. R.4412-44)</li> <li>Une surveillance médicale renforcée est assurée si l'exposition à une concentration plomb supérieure 0.05mg/m<sup>3</sup> sur 8heures est constatée, ou lorsque le taux de plombémie dépasse 200 micro gramme/l pour les hommes et 100 micro gramme/l pour les femmes (art. R.4412-160)</li> <li>Une fiche d'exposition est établie pour chaque travailleur : <ul style="list-style-type: none"> <li>Elle comprend les informations sur la nature du travail effectué, les dates et résultats des contrôles d'exposition (art .R.4412-40 à R.4412-43)</li> </ul> </li> </ul>	Lot concerné par l'intervention en sous section IV
Hygiène	<p><b>Vestiaires :</b> Deux vestiaires collectifs doivent être mis à la disposition du personnel, l'un « propre » et l'autre « sale », ils sont séparés par des douches (art. R.4412-156)</p> <p><b>Toilette :</b> Des douches, associées aux vestiaires collectifs, sont à la disposition des travailleurs soumis au risque plomb. Les douches doivent être utilisées à chaque fois que les travailleurs retirent leurs vêtements de travail souillés par le plomb.</p> <p><b>Repas :</b> La consommation de nourriture et de boisson ne doit s'effectuer que dans des zones non polluées et équipées d'installations sanitaires Pour rappel : il est interdit de boire, manger, fumer, priser et mâcher des gommes dans les locaux susceptibles de présenter des risques dus au plomb.</p> <p><b>Vêtements :</b> Les vêtements de travail souillés par le plomb ne doivent pas être portés en dehors du lieu de travail. C'est l'entreprise qui en assure l'entretien et le lavage fréquent.</p>	Lot concerné par l'intervention en sous section IV
Protections collective et individuelle	<p><b>Généralités :</b> Les travaux exposant au plomb doivent se faire en système clos et étanche. En cas d'impossibilité, les emplacements de travail doivent être équipés de moyens efficaces assurant l'évacuation des poussières, des fumées et des vapeurs de plomb (Aspiration à la source puis rejet après filtration) S'il est impossible d'assurer une ventilation efficace des lieux de travail, le personnel exposé doit porter un appareil de protection respiratoire. Si la durée des travaux ne doit pas excéder une journée, cette protection peut être également utilisée. Il doit être</p>	Lot concerné par l'intervention en sous section IV



Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
	<p>fourni à chaque travailleur exposé au plomb des gants en matière imperméable aux produits manipulés, des vêtements de protection, une coiffure et des bottes ou chaussures de sécurité.</p> <p><b>Intervention milieu occupé :</b></p> <p>Des dispositions particulières doivent être prises lorsque des travaux favorisant le dégagement de poussières de plomb doivent être exécutés dans des lieux occupés.</p> <p>Isolation des pièces = sas de confinement</p> <p>Nettoyage des espaces d'intervention</p> <p>Ventilation = filtration</p> <p><b>Protection des voies respiratoire :</b></p> <p>Sur chantier, l'opérateur doit porter un appareil de protection respiratoire qui sera choisi en fonction des travaux et modes opératoires retenus, après analyse des risques.</p> <p><b>Nettoyage des lieux de travail :</b></p> <p>Les poussières seront captées à l'aide d'aspirateurs industriels munis de filtres type EU9 à EU14</p> <p>Les lavages seront effectués à l'aide :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- D'injecteurs-extracteurs,</li> <li>- De nettoyeurs à haute pression (Vigilance au niveau du brouillard pouvant contenir des poussières de plomb)</li> <li>- Eponges</li> </ul>	
Evacuation et Stockage des déchets	<p><b>Stockage</b></p> <p>Les déchets doivent être évacués de manière continue hors du lieu de production au minimum tous les soirs et si possible à mi journée. Ils seront stockés à proximité dans un local fermant à clef et emballés dans des sacs et récipients étanches étiquetés.</p> <p><b>Traitement des déchets</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- En centre de traitement agréé pour les débris et poussières de plomb.</li> <li>- En installation de stockage de déchets non dangereux pour les éléments intégrés en bois ou métalliques, éléments en plâtre, revêtu de peinture au plomb, après ensachage.</li> <li>- En installation de stockage de déchets inertes pour les matériaux intègres (Pierre, briques, bloc de béton, sauf plâtre) revêtus de peinture au plomb avec teneur en plomb lixiviable inférieure à 0.5 mg/Kg</li> <li>- Les pots et récipient souillés, les EPI souillés hors service, les sacs des systèmes d'aspiration, les filtres des systèmes d'aspiration d'air, les chiffons souillés, les protections des sols et bâches de confinement seront évacués en installation de stockage de déchets dangereux.</li> </ul>	Lot concerné par l'intervention en sous section IV



## INSTALLATION ELECTRIQUE DE CHANTIER LOT ELECTRICITE 14



L'entrepreneur du **Lot PRINCIPAL** assurera les branchements depuis le réseau public et la pose des tableaux généraux des chantiers .....

Depuis ces tableaux seront réalisés par les mêmes entreprises :

- L'alimentation électrique de l'ensemble des locaux de cantonnements ;
- L'installation nécessaire à l'alimentation électrique des différents matériels (grue, bétonnière...) ;
- L'installation d'éclairages provisoires des circulations extérieures

Depuis ces tableaux seront également réalisés par les lots **ELECTRICITE** :

- L'installation des coffrets électriques de distribution : au minimum 1 par niveaux dans chaque cage
- L'installation d'éclairage provisoire des circulations intérieures aux bâtiments

**construction d'un groupe scolaire, d'un restaurant scolaire et d'une cuisine centrale**



*Commune de Saint Clair du Rhône*

<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Installation de distribution électrique intérieure	Depuis l'armoire générale, il devra être prévu, en nombre suffisant, des départs permettant l'alimentation des différents postes de travail à l'intérieur du bâtiment.  L'implantation des armoires de distribution devra permettre, en tout point du bâtiment, une utilisation de prolongateurs de longueur inférieure à 25 m.	<b>ELECTRICITE</b>
Prolongateurs et appareils utilisés par les entreprises	Chaque entreprise est responsable des prolongateurs et appareils au-delà de leur raccordement aux armoires de chantier : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Prolongateurs de raccordements du type H07 RNF</li> <li>- Enrouleurs de catégorie NFC 61-720</li> <li>- Prises de protection IP 447 incassable</li> <li>- Baladeuses conformes à la norme NFC 71-008</li> <li>- Phares halogènes conformes à la norme NF avec grille de protection</li> </ul>	<b>Tout corps d'état</b>
Installation d'éclairage de chantier	Seront éclairés les parties du chantier à usage commun : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les cheminements et circulations extérieurs</li> </ul>	<b>ELECTRICITE</b>
	Seront éclairés les parties du chantier à usage commun : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les escaliers et circulations intérieures</li> </ul>	<b>ELECTRICITE</b>
	L'éclairage des postes de travail est à la charge de chaque entreprise.	<b>Tout corps d'état</b>
Installations particulières aux enceintes très conductrices	Les entreprises appelées à intervenir dans les enceintes très conductrices feront installer un éclairage TBTS ainsi qu'un transformateur de sécurité à séparation de circuit	<b>Tout corps d'état</b>
Contrôle des installations électriques de chantier	Les installations devront faire l'objet d'une vérification confiée à un organisme de contrôle agréé. La périodicité du contrôle est annuelle.  Un exemplaire du rapport de conformité au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 devra être tenu à disposition sur le chantier.	<b>Lot PRINCIPAL</b>



MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE

**(Appliquer obligatoirement les recommandations covid 19)**

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Travaux superposés	<p><b>Aucunes coactivité</b></p> <p>Phasage des travaux à réaliser de manière à éviter les superpositions et juxtapositions de tâches.</p> <p>Afin d'éliminer les risques de superposition, l'ensemble des aires situées sous les postes de travail en élévation (échafaudage, nacelles...) sera interdit d'accès au moyen d'un dispositif physique</p>	<b>Tout corps d'état</b>
Protection liée à la protection de tâches d'un lot  <b>Covid 19</b>	<p>Qu'elle qu'en soit l'origine, le titulaire du lot mettra en place les mesures nécessaires</p> <p><b>Avant chaque début de tâche, vérifier que les modes opératoires permettent de respecter la distance d'au moins un mètre. En cas d'impossibilité, faire porter des lunettes et des masques de type à usage non-sanitaire de catégorie 1 (filtration supérieure ou égale à 90% - « masques individuels à usage des professionnels en contact avec le public » selon la note DGS/DGE/DGT du 29 mars 2020), de type FFP1, de type chirurgical, ou de protection supérieure y compris masque à cartouche ou masque à ventilation assistée. Dans le cas d'un travail de plusieurs opérateurs dans un environnement confiné sans ventilation, le port d'un masque de type FFP1 ou de protection supérieure devra être privilégié.</b></p> <p><b>Stopper l'activité en cas d'impossibilité.</b></p> <p><b>Les masques jetables et les cartouches sont à jeter après chaque intervention dans un sac à déchet. Les masques non jetables et les lunettes seront essuyés à la lingette désinfectante à l'intérieur et à l'extérieur. Les masques textiles lavables seront lavés selon les consignes du fabricant Les masques jetables et les cartouches sont à jeter après chaque intervention dans un sac à déchet. Les masques non jetables et les lunettes seront essuyés à la lingette désinfectante à l'intérieur et à l'extérieur. Les masques textiles lavables seront lavés selon les consignes du fabricant</b></p>	<b>Lot concerné</b>



## Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

### RESPECT DES CONTRAINTES DU SITE

Les travaux seront exécutés à proximité de **bureaux et d'entreprises en activités** et fréquentés nécessitant que toutes mesures soient prises afin de préserver l'environnement. Chaque entrepreneur, sous couvert du maître d'œuvre, devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour réduire à leur minimum possible les gênes imposées aux usagers et aux riverains, notamment celles qui pourraient être causées par les difficultés d'accès, le bruit, les fumées, les poussières, etc.

Le public aura la priorité au voisinage des accès (sortie et entrée) du chantier.

### **PRESENCE ET CIRCULATION de riverains DANS L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER**

**(Présences d'entreprises)**

### Horaires de chantier imposés 7H30/17H00

Les horaires d'ouverture des chantiers pour les jours ouvrés du lundi au vendredi devront être précisés par l'entreprise titulaire du Lot PRINCIPAL en accord avec la Maîtrise d'œuvre.

Nous attirons l'attention de l'entreprise titulaire du Lot PRINCIPAL sur le fait qu'elle sera responsable de l'ouverture et de la fermeture du chantier, dès son intervention et sur décision du maître d'œuvre. Au départ de l'entreprise PRINCIPAL le maître d'œuvre désignera une autre entreprise responsable

### Horaires et contraintes de livraisons

**Modes opératoires externes : fournisseurs covid 19**

**Joindre en pièces jointes les modes opératoires de nos fournisseurs**

**Identifier et lister vos fournisseurs susceptibles de venir sur le chantier**

Les horaires de livraison du chantier par les fournisseurs se feront dans les mêmes créneaux horaires que les horaires de chantier. La gestion de l'accès des fournisseurs se fera par des consignes dans un document accueil du fournisseur établi en annexe du PPSPS de l'entreprise d'accueil.

### SITE EN EXPLOITATION

**De nombreuses entreprises proches du site seront en activité pendant toute la période du chantier.**

**Le CSPS rappelle que la priorité reste à l'accès de ces locaux et bureaux en activités.**

**En aucun cas le chantier devra générer des problèmes de gestion du site en exploitation**

### EXPLOITATIONS ET CHANTIERS LIMITOPHES OUVERTS OU PREVUS

Une concertation des maîtres d'ouvrage sera nécessaire pour régler d'éventuelles interférences au niveau des appareils de levage si d'autres chantiers venaient à démarrer à proximité immédiate du site





## Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant

### NETTOYAGE DU CHANTIER

#### Règles générales de nettoyage du chantier

- **Chaque entreprise devra nettoyer et évacuer ses gravats quotidiennement jusqu'à la benne mise à disposition. Les déversements par les ouvertures, ainsi que tous les types de stockage « sauvage » sont proscrits du site.**
- **Les dessertes des bungalows seront maintenues en état de parfaite propreté et libre de tout encombrement de quelque nature que ce soit.**
- **A appliquer pendant la période de pandémie "COVID 19"**
- Les EPI jetables usagés ou les déchets issus des nettoyages, des essuyages relatifs au COVID 19 sont déposés dans des poubelles qui sont réparties sur l'ensemble du site – Toutes les entreprises
- Les poubelles sont vidées chaque fin de journée par enlèvement des sacs poubelles qui les garnissent avant d'être évacués vers une benne à déchets ménagers.
- Les poubelles sont mises en place par le lot GO sur les zones communes puis par le lot 05 au départ du lot GO, puis par chaque entreprise sur son aire de travail
- A appliquer pendant la période de pandémie "COVID 19"
- Hygiène des mains
- Lavage approfondi et fréquent des mains à l'eau et au savon liquide, a minima en début de journée, à chaque changement de tâche, et toutes les 2 heures en cas de port non permanent des gants, après contact imprévu avec d'autres personnes ou port d'objets récemment manipulés par d'autres personnes.
- Séchage avec essuie-mains en papier à usage unique (voir détail ci-dessous). Se laver les mains avant de boire, manger et fumer ; si les mains sont visiblement propres, en utilisant une solution hydro alcoolique.
- A appliquer pendant la période de pandémie "COVID 19"
- Points de lavage des mains
- Un point de lavage des mains (eau et savon, autant que possible) est mis en place : à l'entrée de chaque zone de travail (chaque entreprise sur sa zone, lot GO sur les zones communes puis le lot 05 au départ du lot GO, avant d'accéder aux locaux (Par exemple : Jerrican d'eau et savon posés sur une chaise)).
- A appliquer pendant la période de pandémie "COVID 19"
- Locaux de chantier
- L'accès aux locaux de chantier est organisé afin que les règles liées aux effectifs et à la distanciation sociale définies dans le guide OPBBTP en vigueur soient observées.
- A afficher : Planning d'utilisation, plan d'organisation et d'occupation du local (A charge du titulaire du GO)
- A appliquer pendant la période de pandémie "COVID 19"
- Les locaux de chantier sont nettoyés une à deux fois par jour par des personnes compétentes
- Le point des produits et du matériel nécessaire aux nettoyages et à l'hygiène est réalisé chaque jour par le titulaire du lot GO sur les zones de travail communes puis par le lot 05 au départ du lot GO afin de les compléter à temps.
- L'affichage des fiches OPBBTP et des consignes est réalisé au droit de chaque local s'ils sont séparés



## Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière

### ORGANISATION DES SECOURS

L'objectif des premiers secours sur le chantier sera d'organiser les secours rapidement avant l'arrivée des secours extérieurs.

Ainsi, chaque entreprise intervenante devra prévoir une trousse de premiers secours sur le chantier.

Elle pourra être détenue dans le véhicule de chantier.

Lors d'un accident grave, le déplacement de la victime ne peut être envisagé, la consigne générale en cas d'accident sera la suivante :

**Appeler : POMPIERS : Tél. 18**

En donnant les informations suivantes :

1. **ICI CHANTIER**, à
2. **Chantier rue** , téléphone .....
3. PRÉCISER LA NATURE DE L'ACCIDENT
4. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ÉTAT
5. DECRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE
6. FIXER UN POINT DE RENDEZ-VOUS, envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours ;
7. NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER, faites répéter le message

Les voies de circulation devront toujours être dégagées pour faciliter le déplacement des véhicules de secours. « L'accueil » des secours médicaux spécialisés devra être réalisé dès l'entrée du chantier afin de faciliter le déroulement de l'opération.

L'appel des secours pourra être envisagé à partir du téléphone du chantier, l'affichette OPPBTP, « EN CAS D'ACCIDENT » dûment complétée sera apposée à proximité du combiné pour faciliter les instructions données par téléphone.

### SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL (SST)

Chaque entreprise, conformément à l'article R. 4224-15 du code du travail, devra dans ses équipes de travail, disposer de salariés sauveteurs secouristes du travail (SST) formés et recyclés depuis moins d'un an (1 pour 20).

Il y aura sur le chantier en permanence au moins un secouriste du travail.

Dans le cas contraire, des sauveteurs secouristes du travail devront être formés.

Chaque sauveteur devra clairement être identifié par un autocollant apposé sur le casque ou par un badge spécial.

### DISPOSITIONS EN CAS DE TRAVAIL ISOLE

Lors d'opérations ou travaux dangereux, nécessitant une surveillance :

- Utilisation des équipements de travail servant au levage de charges ;
- travaux temporaires en hauteur sous EPI ;
- travaux en galerie souterraine ou au fond d'un puits ;
- emploi des explosifs ;
- travaux sous tension ;
- travaux en milieu hyperbare ;
- ascenseurs, monte-charge ;

L'intervention ne devra jamais être effectuée par une personne seule, afin de pouvoir déclencher les secours dans un temps compatible avec la préservation de sa santé.



## RISQUE INCENDIE

Si les entreprises décident d'utiliser des produits présentant un risque incendie (définis dans le PPSPS), le coordonnateur SPS désignera les zones de stockage particulières.

Les locaux suivants devront être équipés d'un extincteur portatif :

- locaux de stockage ;
- vestiaires ;
- réfectoire.

Le matériel fera l'objet d'une vérification annuelle.

Les travaux suivants devront être réalisés avec des extincteurs à proximité :

- travaux de soudage ;
- utilisation de produits inflammables (peintures...).

**Le numéro d'appel des SAPEURS POMPIERS est le 18**

Il relève de la responsabilité de chaque chef d'entreprise de former ses salariés à l'utilisation des extincteurs.



## Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs, ou travailleurs indépendants

Suivant article R. 4532-6 du code du travail :

Afin notamment d'assurer au coordonnateur SPS l'autorité et les moyens nécessaires au bon déroulement de sa mission, le maître d'ouvrage prévoit, dès les études d'avant-projet de l'ouvrage, la coopération entre les différents intervenants dans l'acte de construire et le coordonnateur SPS.

Les modalités pratiques de cette coopération font l'objet d'un document joint aux contrats conclus avec les différents intervenants.

### ENTREPRISES DESIGNÉES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>Les principales obligations des entreprises désignées par le maître d'ouvrage :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Respecter et appliquer les principes généraux de prévention phase préparation de chantier, pendant les travaux et les levées de réserves ;</li> <li>- Rédiger et tenir à jour les PPSPS, les transmettre aux organismes de prévention inspection du travail, CARSAT/CRAM et OPPBTP (pour le lot gros oeuvre ou lot principal ou lots présentant des risques particuliers), au coordonnateur SPS ou au maître d'ouvrage et les conserver pendant 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage ;</li> <li>- Participer et laisser participer les salariés au CISSCT pour les opérations de 1ère catégorie.</li> <li>- Respecter les obligations résultant du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ;</li> <li>- Viser le Registre Journal et lever les observations ou répondre aux notifications du coordonnateur SPS ;</li> <li>- Fournir l'ensemble des documents nécessaires à la finalisation du D.I.U.O. avant la réception des travaux ;</li> <li>- Participer à toutes réunions organisées par le coordonnateur SPS ;</li> <li>- Déclarer et faire agréer son sous-traitant par le maître de l'ouvrage afin d'établir un contrat de sous-traitance conformément à la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.</li> </ul>	<p>Toutes les entreprises désignées par le Maître d'ouvrage</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- art. L. 4121-1 à L. 4121-5, L. 4531-1, L. 4531-2 et L. 4534-1</li> <li>- art. L.4532-9 et R. 4532-57 à 76</li> <li>- art. L. 4532-10 à L. 4532-15 et 4532-80 à 94</li> <li>- art. L.4531-1 à L. 4531-18</li> <li>- art. R. 4532-38</li> <li>- art. R. 4532-95</li> </ul>



## VISITE D'INSPECTION COMMUNE

*Toute entreprise titulaire ou sous-traitante, quel que soit son rang, préalablement à l'élaboration de son PPSPS ou PPSPS simplifié et à son intervention sur le chantier doit procéder à une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS.*

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>La demande de visite d'inspection commune est effectuée par l'entreprise désignée par le maître de l'ouvrage avant toute intervention sur le chantier et avant élaboration du PPSPS.</p> <p><b>L'entreprise demandera au coordonnateur SPS un rendez-vous pour la visite d'inspection commune au plus tard deux semaines avant son intervention sur le site.</b></p> <p><b>Le coordonnateur SPS confirmera en retour la date de la visite d'inspection commune prise d'un commun accord.</b></p> <p><b>Un imprimé modèle de demande de rendez-vous pour une VIC est joint en annexe au présent P.G.C.</b></p> <p>Au cours de cette visite d'inspection commune sont en particuliers précisés, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les consignes à observer et à transmettre ;</li> <li>- les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération.</li> </ul> <p>Cette inspection commune est réalisée obligatoirement avant remise du PPSPS.</p>	<p align="center">Toutes les entreprises désignées par le Maître d'ouvrage avec le coordonnateur SPS</p>	<p align="center">En application de l'article R. 4532-13</p>

## ETABLISSEMENT D'UN PPSPS

*Les entreprises désignées par le maître de l'ouvrage doivent rédiger un Plan Particulier de Sécurité pour la Protection de la Santé (PPSPS), avant toute intervention sur le chantier.*

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>L'entreprise établit le PPSPS, préalablement aux travaux, dans un délai d'au moins 30 jours à compter de la réception du contrat signé par le Maître d'Ouvrage pour les lots principaux ou pour les marchés de travaux entrant en totalité ou partiellement dans la liste des travaux à risques particuliers, 8 jours pour les autres lots.</p> <p>L'établissement du PPSPS est précédé obligatoirement par une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS.</p> <p>L'objet réel du PPSPS ou du PPSPS simplifié est de réaliser une analyse de risques générés par l'activité réelle de travail :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des autres entreprises, du chantier et de son environnement ;</li> <li>- de l'entreprise sur les autres intervenants ;</li> <li>- de l'entreprise sur ses propres salariés.</li> </ul>	<p align="center">Toutes les entreprises désignées par le Maître d'ouvrage</p>	<p align="center">En application des articles L. 4532-8 et L. 4532-9</p>



## DIFFUSION DES PPSPS

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>La diffusion du PPSPS est la suivante :</p> <p>⇒ 1 exemplaire est adressé pour avis au Coordonnateur SPS :</p> <p align="center"><b>ATEC BVF</b>  <b>LE ROSSINI</b>  <b>Avenue de la gare 07100 ANNONAY ATEC BVF</b>  <b>LE ROSSINI</b>  <b>Avenue de la gare</b>  <b>07100 ANNONAY</b>  <b>Le csps : Philippe PUGEAT</b></p> <p>Après avis, un exemplaire devra être remis au coordonnateur SPS :</p> <p>⇒ 1 exemplaire au maître d'ouvrage ;</p> <p>⇒ 1 exemplaire doit être tenu en permanence à jour sur le chantier pour consultation par l'inspection du travail, la CARSAT/CRAM, l'OPPBTP, la médecine du travail, les membres du CISSCT pour les opérations de 1<sup>ère</sup> catégorie, CHSCT ou les délégués du personnel.</p> <p>⇒ 1 exemplaire est adressé, avant toute intervention sur le chantier, à l'inspection du travail, au service prévention de la CARSAT/CRAM et à l'OPPBTP :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• pour les entreprises chargées du gros œuvre ou du lot principal ;</li> <li>• pour l'entreprise appelée à exécuter des travaux présentant des risques particuliers suivant la liste fixée à l'arrêté du 25 février 2003.</li> </ul>	<p align="center">Toutes les entreprises désignées par le maître d'ouvrage, y compris les sous-traitants quel que soit leur rang</p>	<p align="center">En application des articles R. 4532-70 et R. 4532-71</p>

## OBSERVATIONS DU COORDONNATEUR SPS

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>Le coordonnateur SPS accuse réception du PPSPS sur le registre journal de la coordination SPS.</p> <p>Il note également sur le registre journal les observations éventuelles concernant le PPSPS, et diffuse une copie de ces observations aux entreprises concernées.</p> <p>Le Maître d'Oeuvre peut pour sa part, accuser réception des PPSPS et noter ses observations sur les comptes rendus de réunion de chantier.</p>	<p align="center">Coordonnateur SPS</p> <p align="center">Maître d'Œuvre</p>	<p align="center">Articles R. 4532-13</p>

## HARMONISATION DES PPSPS ET LEUR MISE A JOUR

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>Le Coordonnateur SPS établit les observations sur les PPSPS faisant ressortir les points pour lesquels une harmonisation est nécessaire.</p> <p>Il consigne par écrit les conclusions de ces observations sur le registre journal de la coordination SPS, et en diffuse copie au maître d'oeuvre et aux entreprises concernées.</p> <p>Ces entreprises devront alors mettre à jour leur PPSPS en conséquence, et diffuser cette mise à jour.</p>	<p align="center">Coordonnateur SPS</p>	<p align="center">En application de l'article R. 4532-48</p>





## MISE A JOUR DU PGC

*Le coordonnateur SPS complète et adapte le PGC ou en fonction de l'évolution du chantier*

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>Le plan général de coordination est complété et adapté en fonction de l'évolution du chantier et de la durée effective à consacrer aux différents types de travaux ou phases de travail.</p> <p>A partir de l'harmonisation des PPSPS, le coordonnateur SPS, en accord avec le maître d'oeuvre, juge de la nécessité de mettre à jour le Plan Général de Coordination SPS.</p> <p>S'il y a lieu, cette mise à jour sera effectuée par le coordonnateur SPS, et diffusée aux intervenants du chantier.</p> <p>Cette mise à jour sera enregistrée sur le registre journal de la coordination.</p> <p>La mise à jour du PGC, est présentée aux intervenants et commentée lors des réunions de coordination SPS, ainsi qu'à l'occasion des réunions du CISSCT (opérations de 1<sup>ère</sup> catégorie).</p>	<b>Coordonnateur SPS</b>	<b>Articles R. 4532-47 et 48</b>

## SOUS-TRAITANT

*Le sous-traitant, quel que soit son rang, a les mêmes obligations que l'entrepreneur titulaire : visite d'inspection commune et établissement du PPSPS avant toute intervention sur le chantier.*

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>L'entreprise titulaire du marché a l'obligation de remettre le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé à son sous-traitant, ainsi qu'un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a lui-même retenues en matière d'hygiène et de sécurité.</p> <p>Ce document pourra être son propre PPSPS.</p> <p>A partir de ce document, le sous-traitant établit son propre PPSPS.</p> <p>Le sous-traitant dispose de 30 (trente) jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire du marché pour établir son PPSPS.</p> <p>Ce délai est ramené à 8 (huit) jours pour les travaux du second oeuvre lorsqu'il s'agit d'une opération de bâtiment ou pour les lots ou travaux accessoires dans le cas d'une opération de génie civil, dès lors que ceux-ci n'entrent pas dans la prévision de la liste fixée à l'arrêté du 25 février 2003 (travaux comportant des risques particuliers).</p>	<b>Sous-traitants déclarés et agréés par le maître d'ouvrage</b>	<b>Article R. 4532-60</b>

## TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

*Les travailleurs indépendants sont soumis aux règles essentielles de sécurité applicables sur les chantiers suivant les dispositions issues de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.*

*Ces obligations sont précisées par les décrets 95-607 et 95-608 du 6 mai 1995 applicables depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1997.*

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>Les travailleurs indépendants sont soumis aux mêmes dispositions que les autres entreprises intervenantes sur le chantier. Ils ont donc obligation d'effectuer une visite d'inspection commune et établir leur PPSPS avant toute intervention sur le chantier.</p>	<b>Travailleurs indépendants</b>	<b>Article R. 4535-1 et 4535-2</b>



## TRAVAIL DISSIMULE

D'une manière générale, selon la loi n° 97-210 du 11 mars 1997, toute entreprise mettant du personnel sur un chantier devra être en règle vis-à-vis du droit du travail et fournira :

- son immatriculation à l'URSSAF en produisant une attestation de fournitures de déclarations sociales datant de moins d'un an ;
- son immatriculation au RCS en produisant un extrait K-bis ;
- une attestation sur l'honneur de bonne application des articles L. 3243-1, L. 3243-1, L. 3243-4, L.3231-8, L. 1221-10, L. 1221-13 et L. 1221-15, (respect du droit du travail) et L.8251-8, L.8252-1 et L.8252-2 (régularité de la situation des salariés de nationalité étrangère) du code du travail.

Les entreprises certifieront que le personnel qu'ils emploient sur le chantier est en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives à l'emploi de main d'œuvre.

## PRET DE MAIN D'OEUVRE

Le prêt de main d'œuvre entre entreprises est soumis aux conditions légales exprimées dans le Code du travail, notamment les articles L.1251-1 et suivants (travail temporaire), L.8231-1 et suivants (marchandage), L.1253-1 et suivants (groupement d'employeurs), L.1221 et suivants (déclaration préalable à l'embauche), et L.8221-1 et suivants (travail dissimulé).

Le prêt de main d'œuvre à but lucratif est exclusivement réservé aux entreprises de travail temporaire.

Entre entreprises, il est réservé à celles qui pour des conditions d'intempéries ou insuffisance d'activité, ne peuvent employer leur propre personnel et, de ce fait, le « prête » à des entreprises qui ne sont pas confrontées aux mêmes problèmes. Dans ce cas, l'entreprise prêteuse ne devra pas réaliser de profit sur cette opération. Seuls peuvent être facturés les salaires versés, les charges sociales afférentes, et les frais professionnels remboursés.

Le prêt de main d'œuvre doit faire l'objet d'un contrat, il comportera au minimum les éléments suivants :

- Nom, prénom, qualification, attestation médicale des employés prêtés.
- Heures de présence et emploi sur le chantier.
- L'identité du responsable de l'entreprise utilisatrice qui aura à gérer le personnel sur le site.

La non-présentation de ce dossier obligera le coordonnateur SPS à demander au maître d'ouvrage l'interdiction de la prestation du personnel de l'entreprise prêteuse, ainsi qu'une diffusion de l'information vers l'inspection du travail.

## RECENSEMENT DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

Chaque entreprise titulaire transmettra au coordonnateur SPS, en début de chaque mois, une fiche de recensement des accidents du travail en prenant en compte les travaux sous-traités.

## Maîtrise de la langue française et affichage des consignes en langue étrangère

**Chaque entreprise disposera en permanence sur le chantier d'une personne maîtrisant la langue française**, qui sera l'interlocuteur privilégié du coordonnateur SPS. Cette personne pourra être issue du personnel d'encadrement ou d'exécution, il pourra aussi s'agir d'un interprète.

**Les entreprises ayant recours à du personnel ne maîtrisant pas la langue française procéderont à l'affichage des consignes de sécurité, soit dans la langue comprise par leurs intervenants, soit sous forme de pictogrammes.**



## Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT)

Sans objet po

# Annexes covid 19

**CORONAVIRUS**  
Ce qu'il faut savoir

**LES INFORMATIONS UTILES**  
0 800 130 000 (appel gratuit)  
gouvernement.fr/info-coronavirus

**COMMENT SE PROTÉGER ET PROTÉGER LES AUTRES ?**

- Lavez-vous très régulièrement les mains
- Toussiez ou éternuez dans votre coude ou dans un mouchoir
- Utilisez un mouchoir à usage unique et jetez-le
- Saluez sans se serrer la main, évitez les embrassades

**COMMENT SE TRANSMET LE CORONAVIRUS ? (09/03/2020)**

- Par la projection de gouttelettes
- Face à face pendant au moins 15 minutes

**QUELS SONT LES SIGNES ?**

- Fièvre
- Fatigue
- Toux et maux de gorge
- Gêne respiratoire
- Maux de tête
- Courbatures

**PLAN DE PRÉVENTION ET DE GESTION DES RISQUES**

STADE 1	STADE 2	STADE 3	STADE 4
Cas importés sur le territoire	Existence de cas groupés sur le territoire français	Le virus circule sur tout le territoire	Accompagnement du retour à la normale
→ Objectif Freiner l'introduction du virus	→ Objectif Limiter la propagation du virus	→ Objectif Limiter les conséquences de la circulation du virus	





**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**  
*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



**Santé  
publique  
France**

**COVID-19**

## FACE AU CORONAVIRUS : POUR SE PROTÉGER ET PROTÉGER LES AUTRES



**Se laver  
très régulièrement  
les mains**



**Tousser ou éternuer  
dans son coude  
ou dans un mouchoir**



**Utiliser un mouchoir  
à usage unique  
et le jeter**



**Saluer  
sans se serrer la main,  
éviter les embrassades**

**Vous avez des questions sur le coronavirus ?**



**GOUVERNEMENT.FR/INFO-CORONAVIRUS**



**0 800 130 000**  
(appel gratuit)

18-03-2020 09:00 - France 2017



COVID-19

## CORONAVIRUS, LES BONS GESTES POUR SE PROTÉGER SUR LE CHANTIER ET DANS L'ATELIER DU BTP



Lavez-vous les mains avec du savon très fréquemment dans les bases vie et installations prévues à cet effet. Prévoyez des lingettes ou produits hydroalcooliques dans les véhicules utilitaires.



Évitez le contact physique et assurez la distance d'un mètre entre les personnes.



Nettoyez régulièrement les surfaces et lieux collectifs (tables, poignées...) ainsi que les équipements individuels (téléphone, lunettes, bouchons d'oreilles...).



Utilisez les équipements de protection : gants métier, lunettes ou écran facial pour casque, protection respiratoire (lorsque la distance d'un mètre avec une autre personne ne peut pas être respectée).



Toussez ou éternuez dans votre coude. Utilisez un mouchoir à usage unique et jetez-le dans une poubelle.



Évitez de vous toucher le visage.



**VOUS AVEZ UN DOUTE, UNE QUESTION ?**

Contactez la plateforme téléphonique d'information au ☎ 0800 130 000 (appel gratuit).

(Conseils à afficher dans les bureaux, dépôts, ateliers, bases vie et bungalows de chantier)

**OPFBTP**

Organisation Professionnelle de Prévention  
du Bâtiment et des Travaux Publics

Version à jour au 2/04/2020 – Ces éléments sont mis à jour  
régulièrement sur le site [www.preventionbtp.fr](http://www.preventionbtp.fr)

  
[preventionbtpdirect.fr](http://preventionbtpdirect.fr)



COVID-19

## CORONAVIRUS, SE DÉPLACER EN SÉCURITÉ POUR SE PROTÉGER DANS LES VÉHICULES ET LES ENGINS DU BTP



Privilégiez le déplacement individuel  
dans un véhicule personnel.  
Si plusieurs personnes : une personne  
par rang, positionnées en quinconce.



Assurez la distance d'un mètre  
entre les personnes.



Désinfectez systématiquement les surfaces  
à chaque changement d'utilisateur et  
d'utilisation : volant, levier de vitesse, poignées  
de coffre, de portes et comodors...



Conservez sur vous l'autorisation de déplacement  
de l'entreprise.

(Conseils à afficher dans le véhicule ou dans l'engin.)

**OPFBTP**

Organisation Professionnelle de Prévention  
du Bâtiment et des Travaux Publics

Version à jour au 2/04/2020 – Ces éléments sont mis à jour  
régulièrement sur le site [www.preventionbtp.fr](http://www.preventionbtp.fr)







## CORONAVIRUS, QUE FAIRE EN PRÉSENCE D'UNE PERSONNE MALADE OU SOUPÇONNÉE DE L'ÊTRE

### En cas de personne présentant des symptômes sur le lieu de travail



- Isoler la personne et contacter le Samu 15.
- L'inviter à respirer à travers un linge ou un mouchoir.
- Lui faire porter un masque du type chirurgical.
- Éviter tout contact étroit, ne pas la déséquiper.
- Lister les personnes qui l'ont côtoyé de façon rapprochée (1 mètre) et prolongée (+ 15 min) depuis l'apparition des symptômes et dans les 24 heures qui précèdent.
- Éloigner les autres personnes présentes.

### 1. La personne qui porte assistance se protège



- Porter des lunettes de protection, des gants jetables, et un masque chirurgical ou FFP2.
- Se laver les mains avec eau-savon ou lotion hydroalcoolique.
- Conserver des lingettes désinfectantes pour nettoyer les surfaces en contact.
- Se doter d'un sac à déchets.

### 2. En attendant la désinfection de la zone et avant de se déséquiper, la personne qui porte assistance s'assure de :



- Signaler et matérialiser chaque surface qui a été souillée.
- Déterminer avec le gestionnaire du site les installations à neutraliser (climatisation, ventilation, escaliers...).
- Condamner à titre de précaution les locaux non techniques (salle de pause, toilettes...).

### 3. La personne qui a porté assistance se déséquipe



- Se munir d'un sac.
- Retirer ses lunettes de protection.
- Retirer le masque.
- Retirer les gants en veillant à ne pas toucher la surface extérieure.
- Mettre le tout dans un sac plastique et le fermer.
- Placer ce sac dans un deuxième sac qu'elle ferme à son tour.
- Abandonner le tout sur place jusqu'à la désinfection.
- Se frictionner les mains avec la solution hydroalcoolique.



# PRÉVENTIONBTP

COVID-19

Assistance technique en ligne

## FICHE CONSEILS

### Questionnaire de vérification de la santé du salarié

**Pensez-vous avoir ou avoir eu de la fièvre  
ces derniers jours (frissons, sueurs) ?**

☐ Oui ☐ Non

**Avez-vous des courbatures ?**

☐ Oui ☐ Non

**Depuis ces derniers jours, avez-vous une toux  
ou une augmentation de votre toux habituelle ?**

☐ Oui ☐ Non

**Ces derniers jours, avez-vous noté une forte  
diminution ou perte de votre goût ou de votre odorat ?**

☐ Oui ☐ Non

**Ces derniers jours, avez-vous eu mal à la gorge ?**

☐ Oui ☐ Non

**Ces dernières 24 heures, avez-vous eu de la diarrhée ?**  
Avec au moins 3 selles molles.

☐ Oui ☐ Non

**Ces derniers jours, ressentez-vous  
une fatigue inhabituelle ?**

☐ Oui ☐ Non

**Dans les dernières 24 heures, avez-vous noté  
un manque de souffle INHABITUEL  
lorsque vous parlez ou faites un petit effort ?**

☐ Oui ☐ Non

La présence d'un ou surtout de plusieurs de ces symptômes constitue une alerte. Le salarié doit regagner son domicile et contacter par téléphone son médecin traitant ou appeler le numéro de permanence de soins de sa région. Lui rappeler qu'il peut bénéficier d'une téléconsultation. Si les symptômes s'aggravent avec des difficultés respiratoires et des signes d'étouffement, recommander d'appeler le Samu-Centre 15. (Appliquer les consignes de la fiche Covid-19 « Que faire en présence d'une personne malade ? »).

Version à jour au 2/04/2020 – Ces éléments sont mis à jour  
régulièrement sur le site [www.preventionbtp.fr](http://www.preventionbtp.fr)

Un service **OPPBTP**



## ➡ Je désinfecte le véhicule AVANT et APRES la conduite



(j'ai mes 2  
attestations)

- Volant
- Levier de vitesse
- Combo (phares, clignotants)
- Ceinture de sécurité
- Tableau de bord
- Frein à main
- Barre de réglage du siège
- Poignée intérieure
- Poignée extérieure

## ➡ 2 maximum par véhicule sinon, je prends mon véhicule personnel

## ➡ Je prends mon repas à distance...

- de mon collègue
- PAS EN UTILISANT LE MATERIEL de  
mon CLIENT

J'organise des ROTATIONS pour limiter le  
nombre de personne dans le BUNGALOW





## ➔ Je n'approche pas mes CLIENTS ou MAÎTRES D'ŒUVRE

- Ils se sont engagés à ne pas s'approcher de moi



- Si j'utilise leurs sanitaires / point d'eau :
  - Je désinfecte avec les lingettes en ENTRANT
  - Je désinfecte avec les lingettes en SORTANT



- Je peux leur parler, à 2 mètres de distance, avec l'écran facial

## ➔ Interventions dans le milieu habité :

- Je désinfecte chaque poignée de porte, tout ce que je touche
- Je porte mes gants et mon masque
- Je désinfecte mon masque, mes gants en sortant
- Je me lave les mains



COVID-19

# CORONAVIRUS

Je n'oublie jamais ça :

1

je protège tout le temps

- mes **yeux**
- mon **nez**
- ma **bouche**



2

je protège tout le temps  
mes **main**s



3

je ne porte **jamais** mes  
mains au visage



02





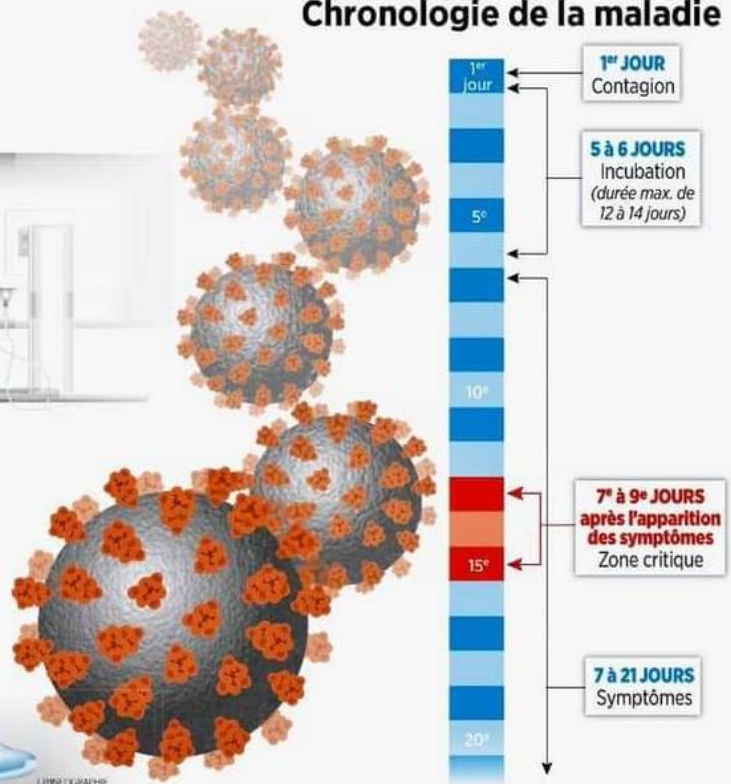
## Ce qui doit vous alerter\*

● Symptômes bénins ● Symptômes sérieux

- Maux de tête
- Perte d'odorat (anosmie)
- Perte du goût (agueusie)
- Toux sèche
- Douleurs dans la poitrine
- Difficultés respiratoires
- Maux de ventre
- Diarrhée
- Grosse fatigue
- Fièvre entre 38 et 40 °C

\* Certaines personnes sont atteintes de la maladie mais ne développent pas de symptômes.

## Chronologie de la maladie







## CORONAVIRUS, ADOPTER LES RÉFLEXES POUR SE PROTÉGER DANS LES BASES VIE ET BUNGALOWS DE CHANTIER DU BTP

- La distance d'un mètre est respectée entre les personnes : s'organiser pour être en nombre limité dans les espaces, donner des ordres de passage, décaler les prises de poste, coller des bandes adhésives au sol, mettre des barrières, réorganiser les circulations.
- Des lieux de pause sont organisés en extérieur.
- L'accès aux espaces et salles de réunion est limité et leurs capacités d'accueil sont indiquées aux entrées.
- Des produits désinfectants et gels hydroalcooliques sont à disposition dans les lieux fréquentés.
- Les distributeurs de savon, d'essuie-mains, de lingettes jetables et de gel hydroalcoolique sont vérifiés et approvisionnés.
- Les installations communes sont aérées et nettoyées deux fois par jour, au moyen de désinfectant, par du personnel informé des consignes et équipé de gants et de bottes.
- L'usage des réfectoires est organisé par roulement.
- Les réfectoires sont nettoyés entre chaque tour de repas, y compris les fours, micro-ondes, réfrigérateurs...
- Les mains sont lavées à l'eau et au savon avant les repas.
- La gamelle et le thermos individuels apportés par chaque compagnon sont privilégiés.
- Les consignes sanitaires sont affichées et visibles.





Pour assurer une efficacité optimale, il est nécessaire de suivre les gestes suivants :

Pour un masque chirurgical :



1- Déplier le masque, le tenir par le haut (linguette) et passer les doigts dans les élastiques



2- La face absorbante (coté EXT) vers l'extérieur.



3- Positionner le masque sur le nez et la bouche en incluant le menton



4- Accrocher le masque : passer les élastiques derrière les oreilles



5- Modeler la barrette et ajuster la au contour du nez avec vos deux index



6- Assurer l'étanchéité du masque. Le nez, la bouche et le menton doivent être recouverts

Pour les masques FFP2/3 :



1- Ouvrir le masque, la barrette nasale vers le haut.



2- Introduire le masque et tirer l'élastique vers le haut.



3- Séparer les élastiques, un vers le haut, l'autre au dessous des oreilles.



4- Modeler la barrette et ajuster la au contour du nez avec vos deux index.



5- La position idéale pour une meilleure protection.



**Respecter la durée d'efficacité :**  
**Port en permanence : 1/2 journée**  
**Port ponctuel : 1 journée**



## CORONAVIRUS, PORTER EFFICACEMENT SON MASQUE POUR SE PROTÉGER DANS L'ATELIER ET SUR LE CHANTIER DU BTP

- 1 Se laver les mains à l'eau et au savon ou avec un gel hydroalcoolique.
- 2 Repérer le haut (barrette nasale).
- 3 Passer les élastiques derrière la tête, de part et d'autre des oreilles.
- 4 Vérifier que le masque couvre bien le menton.
- 5 Ajuster le masque en pinçant la barrette sur le nez.
- 6 Tester l'étanchéité : couvrir le masque avec les mains et inspirer ; le masque doit se plaquer sur le visage.
- 7 Après usage, retirer le masque par l'arrière par les attaches et le jeter. Ne touchez pas la partie qui couvre votre visage.
- 8 Se laver les mains.



(Conseils à afficher dans les bureaux, dépôts, ateliers, bases vie et bungalows de chantier)

construction d'un groupe scolaire, d'un restaurant scolaire et d'une cuisine centrale



*Commune de Saint Clair du Rhône*